

POUR UNE EUROPE DES NATIONS

Manifeste pour une nouvelle coopération en Europe
« **L'Alliance Européenne des Nations** »



Rassemblement
National

rn-europeennes.fr

Une Alliance pour le 21^e siècle !

A l'heure des grandes menaces économiques, civilisationnelles et écologiques, le moment appelle les citoyens à de grands choix et vraisemblablement de grands basculements politiques.

L'Europe mise à mal par les échecs et les errements idéologiques de l'Union Européenne, doit se repenser avant de se reconstruire.

L'Europe n'a pas soixante ans mais puise sa force dans une histoire plurimillénaire, dans la diversité des peuples qui la composent, dans le génie propre des Nations qui, depuis des siècles, l'ont distinguée, des nations sans lesquelles elle ne peut aujourd'hui s'envisager durablement.

L'« Alliance Européenne des Nations » que nous voulons promouvoir repose sur la liberté, cette valeur fondatrice de notre civilisation née d'Athènes et de Rome, cette valeur humaniste que l'Europe a enseignée au monde. Cette Europe des nations et des citoyens trouve ses fondations sur la défense de la liberté individuelle et donc sur la démocratie et, au niveau des Etats, sur la souveraineté dans le cadre de coopérations loyales et fructueuses, librement consenties. Elle postule la défense des identités et reconnaît les droits de chaque peuple à disposer de lui-même au sein d'un monde multipolaire, respectueux et pacifié. Face aux grands empires

qui veulent structurer le monde du XXI^{ème} siècle, cette Europe assume ses ambitions de puissance et de rayonnement.

L'Europe n'est pas une construction idéologique au service d'un projet mercantile mais une réalité vivante au sein de laquelle les citoyens de chaque pays doivent trouver avec la sécurité, la capacité d'agir, d'entreprendre, de s'épanouir et de transmettre.

Parce que nous sommes que les héritiers d'un patrimoine culturel et naturel que nous devons avoir à cœur de préserver et d'enrichir, l'Alliance Européenne

des Nations mettra en œuvre une véritable révolution de la proximité pour l'émergence d'une civilisation écologique en Europe et pour la préservation d'une France durable.

La France, par son influence culturelle et politique, par sa légitimité, a vocation à écrire cette belle page de l'histoire européenne qui s'ouvre au seuil de ce 3^{ème} millénaire.

C'est le sens du message que le Rassemblement National souhaite vous faire partager pour la France et pour l'Europe.




Marine Le Pen

SOMMAIRE

INTRODUCTION

Sauver l'Europe de l'Union Européenne _____ 9

1 L'UNION EUROPÉENNE AGIT CONTRE L'EUROPE _____ 11

- A** - Europe : deux visions du monde se font face
- B** - L'UE : des promesses non tenues réduite à des slogans
- C** - L'UE : la négation des peuples et de leur souveraineté
- D** - L'UE : une organisation qui ne protège plus les Européens face aux menaces d'aujourd'hui et de demain
- E** - L'UE : une faillite économique
- F** - L'UE : une insécurité sociale sans précédent
- G** - L'UE : une technostructure qui désarme les Nations et affaiblit la France
- H** - L'UE discrédite l'idée européenne

2 UN ENGAGEMENT POUR UNE VRAIE EUROPE _____ 21

- A** - Français et Européens
- B** - Principes fondateurs de l'Alliance Européenne des Nations
- C** - Rendons à l'Europe son envie d'avenir

ÉMANCIPATION

1 DES NATIONS LIBRES DANS UNE EUROPE LIBRE _____ 25

- A** - Libérer l'Europe de l'idéologie mondialiste
- B** - Rendre aux Nations leur liberté
- C** - Réaffirmer la souveraineté des peuples
- D** - Assurer à tous les Européens l'exercice de leurs libertés
- E** - Libérer l'avenir

COOPÉRATION

2 UNE EUROPE DES COOPÉRATIONS 35

- A** - La coopération est un choix libre
- B** - La coopération est une condition de la puissance
- C** - Les coopérations renforcées entre Etats font avancer l'Europe
- D** - Le marché européen est à reconstruire
- E** - La coopération prend en compte les données culturelles et nationales
- F** - Le juste échange est le fondement de la coopération

PROTECTION

3 UNE EUROPE QUI DÉFEND, QUI PROTÈGE, QUI PRÉFÈRE LES EUROPÉENS 47

- A** - La nécessité absolue de rétablir l'autorité des Etats
- B** - Les Nations européennes définiront la frontière extérieure de l'Europe.
- C** - L'Alliance travaillera à son bon voisinage stratégique avec les puissances voisines
- D** - Les Nations, piliers pour contrôler les mouvements de population.
- E** - Le secteur de la Défense pourra être un pilier des coopérations entre Nations
- F** - L'émergence d'une civilisation écologique en Europe
- G** - Les Nations trouveront dans l'Alliance une aide dans le contrôle des financements extérieurs
- H** - La sécurité culturelle des Européens, une coopération à développer au sein de l'Alliance

AMBITION

4 UNE AMBITION POUR TOUS LES EUROPÉENS 63

- A** - Notre ambition est de donner à l'Europe sa forme politique
- B** - Notre ambition est de mettre l'Europe à l'avant-garde
- C** - La France, renforcée par l'Alliance Européenne des Nations, doit redevenir une puissance d'équilibre mondial
- D** - Notre volonté est de remettre les peuples au cœur de choix politiques des Nations européennes
- E** - Nous voulons promouvoir la richesse de la diversité européenne
- F** - Nous travaillerons à rapprocher l'entreprise des territoires
- G** - Il est urgent d'assurer l'indépendance financière de l'Europe
- H** - L'euro doit être mis au service des économies nationales



**Remettre la France au coeur
du projet européen**

MANIFESTE POUR L'ALLIANCE EUROPÉENNE DES NATIONS

Une voie française pour une nouvelle coopération en Europe

Publié par la liste que présente le Rassemblement National aux élections européennes du 26 mai 2019, ce Manifeste appelle les forces nationales de toute l'Europe à s'allier et les citoyens français à se mobiliser ; il constitue le Projet d'action au futur Parlement européen de candidats que réunit une double urgence, nationale et européenne.

Ce Manifeste est porté par une conviction : nous pouvons gagner !

Surtout, nous pouvons modifier profondément l'organisation actuelle de l'Europe dans l'intérêt de tous ! Car pour la première fois depuis qu'il est élu au suffrage universel direct, le Parlement européen peut devenir le lieu où se joue le changement, si une alliance des partis nationaux et populaires l'emporte.

Pour la première fois, nous pouvons changer l'Europe depuis l'Europe et en changeant l'Europe nous pourrions changer la politique française puisqu'elle se décide en grande partie à Bruxelles. 2/3 de ses lois ne sont, en effet, que des transpositions de directives européennes ou de recommandations européennes.

Jamais l'alternance n'a été si nécessaire.

- ◆ Nécessaire parce qu'après quarante ans, il n'est pas illégitime d'ouvrir les dossiers, de réaliser des audits, de sortir du confort des habitudes.

L'alternance est une respiration naturelle de la démocratie. En refuser le principe comme semblent le faire les promoteurs de l'Union Européenne en criminalisant tout débat, c'est nier toute liberté politique. S'il n'y a pas d'alternative possible, à quoi bon voter ?

- ◆ Nécessaire puisque même les défenseurs les plus acharnés de l'Union Européenne admettent le besoin d'une refondation et donc en creux l'échec de leur modèle de construction européenne;
- ◆ Nécessaire car changer l'organisation du continent est devenu une question de survie pour l'Europe elle-même et pour les peuples qui la composent.

Au-delà de la joute électorale européenne se joue un combat idéologique entre les nationaux et les mondialistes, entre les patriotes qui défendent « *ceux qui sont de quelque part* » et les postnationaux qui voudraient voir émerger des hommes nouveaux, « *ceux qui sont de nulle part* », entre les partisans de l'enracinement et les tenants de l'idéologie nomade.



**L'Europe est riche
de la diversité
de ses Nations**

Sauver l'Europe de l'Union Européenne

1 L'UNION EUROPÉENNE AGIT CONTRE L'EUROPE

A - Europe : deux visions du monde se font face

Cette différence de conception intellectuelle est loin d'être anecdotique. Elle met en jeu un débat fondamental sur la vision de l'homme, la place de l'économie, l'organisation des pouvoirs, le devenir de la planète. Elle structure le nouveau clivage politique qui s'impose non seulement sur la scène française, mais également dans le monde. Plus immédiatement, elle détermine la forme que doit revêtir la construction européenne : soit la vision européiste qui préfigure une conception mercantile d'un grand marché sans limites qui a vocation à s'étendre au-delà des frontières géographiques du continent soit une Europe des peuples unissant dans le respect de leur souveraineté les Etats-nations dans des cercles de coopérations librement déterminés.

Les élections européennes et la mise en œuvre institutionnelle qui s'ensuivra vont être l'occasion de cette confrontation idéologique fondamentale.

C'est dire si ces rendez-vous revêtent une importance primordiale pour l'Europe, pour les nations qui la composent et pour les citoyens qui y vivent.

La vie démocratique est ponctuée d'élections qui constituent pour le citoyen une invitation à la réflexion et, grâce au vote,

une exhortation à décider pour l'avenir. A l'heure du choix, force est de constater que personne ne peut se satisfaire du bilan de l'Union Européenne.

B - L'UE : des promesses non tenues réduite à des slogans

Souvenons-nous des promesses tant de fois répétées, des affirmations qu'il était interdit de mettre en doute : « l'Europe c'est la paix », « l'Europe c'est la démocratie », « l'Europe c'est la solidarité », « l'Europe c'est la prospérité ! », « l'Europe c'est le progrès social ! » « L'Union Européenne c'est l'indépendance de l'Europe ! », « l'Union Européenne protège les frontières extérieures de l'Europe », « l'Europe sera la première société de la connaissance ! », « le fédéralisme est l'espoir des peuples et la seule façon de peser dans le monde de demain ! ».

Qu'est-il advenu de ces promesses sous forme de slogans tant de fois répétées ?

La paix et la concorde : Jamais la mésentente entre les pays européens n'a été si flagrante ; les rêves fédéralistes, les entreprises supranationales conduites contre la volonté des peuples fragilisent davantage une Europe en voie d'émiettement. Ils suscitent la constitution ou le renforcement de groupes d'Etats hostiles ou défiants, Ligue hanséatique ou groupe de Visegrad. Pour punir la Grande-Bretagne d'avoir choisi la liberté,



**Partout en Europe,
les peuples réclament
plus de liberté
et de démocratie**

l'UE a cherché à réveiller la détestable guerre civile irlandaise par des exigences frontalières irresponsables. Des nations amies comme la France et la Grande-Bretagne n'ont pas connu depuis plus d'un siècle une crise de l'ampleur du Brexit ; tout à fait récemment, personne n'imaginait la France rappelant avec agressivité son ambassadeur en Italie.

D'une manière plus générale, c'est l'attitude de l'Union Européenne qui est source de tensions. La paix en Europe procède de la Guerre froide, de l'équilibre nucléaire et du désarmement de l'Allemagne. C'est l'échec de l'Union Européenne à défendre les peuples européens dans la mondialisation et son mépris des identités nationales qui, au contraire, réveillent passions nationales et rivalités historiques.

La démocratie : jamais le pouvoir en Europe n'a semblé si éloigné des citoyens ; jamais des référendums pourtant légaux n'avaient été piétinés avec autant de mépris que les référendums français et hollandais de 2005 ou Irlandais de 2008. Le suffrage universel lui-même, base de toute démocratie, est marginalisé au profit d'autorités non élues et donc illégitimes. Les institutions de l'UE fonctionnent en ignorant le principe de séparation des pouvoirs, principe inhérent à toute démocratie théorisé depuis Locke (1632-1704) et Montesquieu (1689-1755).

La solidarité : partout s'est instaurée la règle de la concurrence de tous contre tous, érigeant la cupidité et l'égoïsme en une vertu entrepreneuriale au détriment des hommes et des Nations. La seule solidarité qui se

soit vraiment exprimée le fut à l'égard des banques que des milliards d'argent public européen vinrent sauver de la faillite de 2008 en violation des règles du libéralisme imposé à tous ;

La justice : les pays ont le sentiment souvent légitime d'être lésés : financièrement par exemple, la France supporte un déficit net de 9,6 milliards d'euros (2016) et les Français déplorent de financer des institutions qui décident à leur place de ce qui les concerne, bafouent leur choix, mettent en péril leur sécurité.

La liberté : avec l'assentiment ou la passivité de l'Union Européenne se met en place un système juridique européen qui tend au nom de la défense du droit des minorités à porter atteinte aux droits des citoyens, des femmes ou des Nations. Pour satisfaire des demandes de religieux radicaux, ressurgit de décision de justice la condamnation du blasphème qui n'est rien d'autre qu'un délit d'opinion. Comme dans tous les régimes aux abois, la tentation de contrôler les expressions libres notamment sur internet fait peser de lourdes menaces sur la liberté des citoyens.

La prospérité : de nombreux pays européens connaissent une désindustrialisation sans précédent et sans fin : ils s'enfoncent dans les déficits et les dettes et connaissent un chômage de masse endémique. La zone euro affiche le taux de croissance le plus faible des pays industrialisés.

En pratique, les pays comme les personnes font les frais de ces déséquilibres :

- ◆ Plus de 30 % des jeunes Espagnols et Italiens sont sans emploi ;
- ◆ Des agriculteurs coincés entre les normes, la concurrence déloyale et l'endettement sont poussés au suicide ;
- ◆ Les bilans des banques grossissent jusqu'à mettre en danger les Etats eux-mêmes.

- ◆ Les très grandes entreprises paient toujours moins d'impôts en Europe, emploient toujours moins en Europe. Pour autant, elles augmentent tant et plus les dividendes payés à leurs actionnaires ;
- ◆ Nous vivons tous les jours l'absolue domination de géants des télécommunications, des réseaux, et de l'information, américains ou chinois.
- ◆ L'Europe si prompt à légiférer sur le bruit des tondeuses à gazon a laissé passer la révolution numérique et est absente de celles qui suivent : nouvelles énergies, biotechnologies, intelligence artificielle, développement de l'or bleu c'est-à-dire des richesses maritimes ...

Avec l'Union Européenne, l'Europe n'est plus un rêve, mais un sujet de préoccupation, n'est plus un espoir, mais une source d'inquiétude, n'est plus une promesse de bien être, mais la perspective de contraintes et de sacrifices inutiles.

Combien en France, en Europe, croient que leurs enfants auront une vie meilleure ?



**Faire de la liberté
la valeur fondamentale
de l'Europe**

C - L'UE : la négation des peuples et de leur souveraineté

L'Union Européenne qui a été voulue par ses pères comme une entité d'inspiration fédéraliste à l'image du « modèle » américain a commencé à tendre subrepticement et de manière unilatérale et incontrôlable vers une forme d'Etat unitaire, jacobin portant une vision quasi impériale d'hégémonie continentale ouvrant vers un grand ensemble mondialisé.

L'Union Européenne anesthésie des peuples privés de leur mémoire et de leur fierté nationale, qui ne savent plus l'histoire qu'ils font. Foulant au pied leur volonté, l'UE ignore les désaveux référendaires qui sont autant d'avertissements qu'elle fait fausse route. L'Union Européenne s'entête à renforcer les mécanismes supranationaux, à éroder les particularismes, à contrecarrer les sentiments nationaux et les attachements spirituels.



L'Union Européenne a fait de l'Europe le laboratoire de l'idéologie mondialiste et de son corollaire le libre échangeisme, la doctrine qui fait du nomadisme planétaire, de la mobilité économique, du déracinement des hommes, de la concurrence généralisée les fondements d'une société marchande universelle.

Les dérives successives de l'Acte unique européen (17 et 28 février 1986), des traités de Schengen (14 juin 1985) de Maastricht (7 février 1992), ou de Lisbonne (13 décembre 2007), ont arrimé le projet des européistes aux dogmes de ce libre-échange, de l'individualisme hors-sol et du marché global. Les élites européennes ont livré l'Europe aux forces d'un marché mondial fictif, dans lequel des puissances publiques ou privées, Etats ou multinationales, utilisent tous les moyens pour faire prévaloir leurs intérêts de puissance, sans adhérer en rien à des principes communs, sans rien partager avec des peuples qui leur sont étrangers.

Quand l'Union Européenne effondre les frontières, vante le multiculturalisme et préfère l'individu au citoyen, elle détruit tout ce qui a construit l'Europe sur plusieurs millénaires, sans rien offrir en échange. En sapant le sentiment national, condition de l'action collective et d'une solidarité réelle, elle injurie l'avenir.

Partout dans le monde, la forme politique de la modernité est celle de l'Etat-Nation. Prétendant la dépasser, l'Union Européenne sème la confusion et l'Europe perd ainsi ses chances d'entrer dans l'histoire.

Finalement, l'Union Européenne est en train de détruire le génie créatif de l'Europe, génie fait de la coopération des peuples européens, mais aussi de leur confrontation pacifique. La rage de l'uniformité et de la norme rabaisse l'Europe au rang d'eunuque de l'histoire, elle qui fut si longtemps le moteur de l'histoire du monde.



L'Europe est plurimillénaire. Elle puise ses racines à Athènes et à Rome

Mais surtout, en s'attaquant ainsi aux Etats et aux Nations, elle devient une menace pour les citoyens. L'Union est devenue la pire ennemie de l'Europe, de ses terres, de ses liens et des Européens.

D - L'UE : une organisation qui ne protège plus les Européens face aux menaces d'aujourd'hui et de demain

L'Union Européenne manque au premier devoir d'un ensemble politique, qui est d'assurer la sécurité et même la tranquillité des citoyens. Pire, chaque jour, elle aggrave les risques par des décisions irresponsables et par la neutralisation des défenses immunitaires des peuples et des capacités de réaction des Etats.

L'installation sur nos territoires de bandes criminelles ou mafieuses venues de l'Est ou du Sud, si ce n'est de Tchétchénie ou de Colombie, comme la montée des agressions par des individus souvent clandestins, sont une source d'insécurité quotidienne.

Une violence et même une ultraviolence s'installent partout. Des agressions au couteau allant jusqu'à l'égorgement de simples passants dans la rue, des attaques à l'acide, une agressivité gratuite, jusque-là peu courantes se multiplient.

Au-delà même du crime et de la délinquance, jamais tant de menaces de plus en plus oppressantes n'ont pesé sur les citoyens des pays européens : l'islamisme radical comme le chaos provoqué par la submersion migratoire voient la remise en cause de nos modes de vie, de nos traditions et même de nos valeurs de civilisation. Des quartiers entiers, des villes, des parties de départements sont des espaces « en sécession », devenus non pas des zones de non-droit puisqu'il s'y applique une autre loi que celle de la République, mais des « zones de non-France. »

Une inquiétude accentue ce constat : l'Union Européenne ne préfère pas les Européens, sa justice ne protège pas les Européens, elle n'aide pas les Etats à éliminer les réseaux, les mafias et les bandes armées qui font régner

**Parlement européen :
faire prévaloir la protection
économique, sociale, fiscale
et une lutte efficace contre
la submersion migratoire**



la terreur, les trafiquants d'armes, de drogues ou d'êtres humains. Tout au contraire. Le patrimoine commun des pays est bradé.

L'Union Européenne fait vivre à l'Europe de tragiques paradoxes : elle ouvre ses frontières, mais emprisonne ses peuples ; elle neutralise les capacités de résistance des Etats et les livre aux mafias.

E - L'UE : une faillite économique

Soixante ans après le Traité de Rome, vingt ans après la mise en place de l'euro tout le monde constate l'échec de l'Union Européenne.

Jamais, les économies européennes ne se sont concurrencées autant qu'aujourd'hui. L'Union Européenne n'est pas parvenue à desserrer l'étau du crédit, sans cesse plus resserré sur le public comme sur le privé. Les déficits abyssaux (Italie et Espagne notamment)

ou d'excédents colossaux (en Allemagne singulièrement) ont accru des déséquilibres économiques et sociaux qui ne sont plus guère tenables. Une sournoise dictature de l'économie sur les Nations s'est imposée à tous avec une monnaie et une dette qui ne nous servent pas, mais nous asservissent.

Le processus de délitement de notre économie n'est pourtant pas enrayé malgré les sacrifices consentis : la destruction du système productif français se poursuit ; les fermetures d'usines et la vente de fleurons industriels français continuent, et la croissance des pays de la zone euro est inférieure aux pays de l'Union Européenne hors euro, deux fois inférieure à celle d'autres régions du monde.

La mobilité des capitaux à l'intérieur de l'Union Européenne ne fonctionne pas. Constatée depuis bientôt dix ans, la fragmentation bancaire, celle des marchés des capitaux ou de l'énergie, dément les promesses

inconsidérées de l'Union Européenne. Elle a échoué à faire du marché intérieur ce marché européen qui avait été promis.

L'austérité imposée a paralysé les réformes structurelles et condamné à la récession les pays qui s'y soumettent ; jamais nul pays n'a pu mener de front, politique d'austérité budgétaire et réformes structurelles.

L'Union Européenne a mis l'Europe en panne.

F - L'UE : une insécurité sociale sans précédent

La période ouverte dans les années 1950 où l'Europe se confondait avec une promesse de progrès est finie. Le sort des peuples européens ne peut plus être considéré comme lié aux avancées de la construction européenne, depuis que ces avantages ne profitent qu'à un fragment de la population, l'écrasante majorité en subissant les contraintes sans en tirer réellement le moindre bénéfice.

L'Union Européenne n'a pas réduit le chômage, notamment celui des jeunes actifs et n'a pas assuré le progrès des conditions de vie des retraités et des travailleurs pauvres.

Jamais les ménages n'ont éprouvé si durement leur perte de pouvoir d'achat, les salariés le poids du chômage, les familles l'incertitude du lendemain, les citoyens l'indifférence d'élites qu'aveuglent leurs propres certitudes.

L'Union Européenne qui a fait de la théorie du ruissellement et de la flexibilité professionnelle imposée, des principes d'action, pousse les Etats à effondrer les systèmes sociaux, à abaisser les salaires, à abroger les règles protectrices du droit du travail.

L'exemple de l'Allemagne érigé en modèle est souvent mal connu. Pourtant, les conditions de travail précaires, les « minijobs », le travail temporaire, les contrats à la tâche, les petits salaires y touchent une part croissante de la population.

G - L'UE : une technocratie qui désarme les nations et affaiblit la France

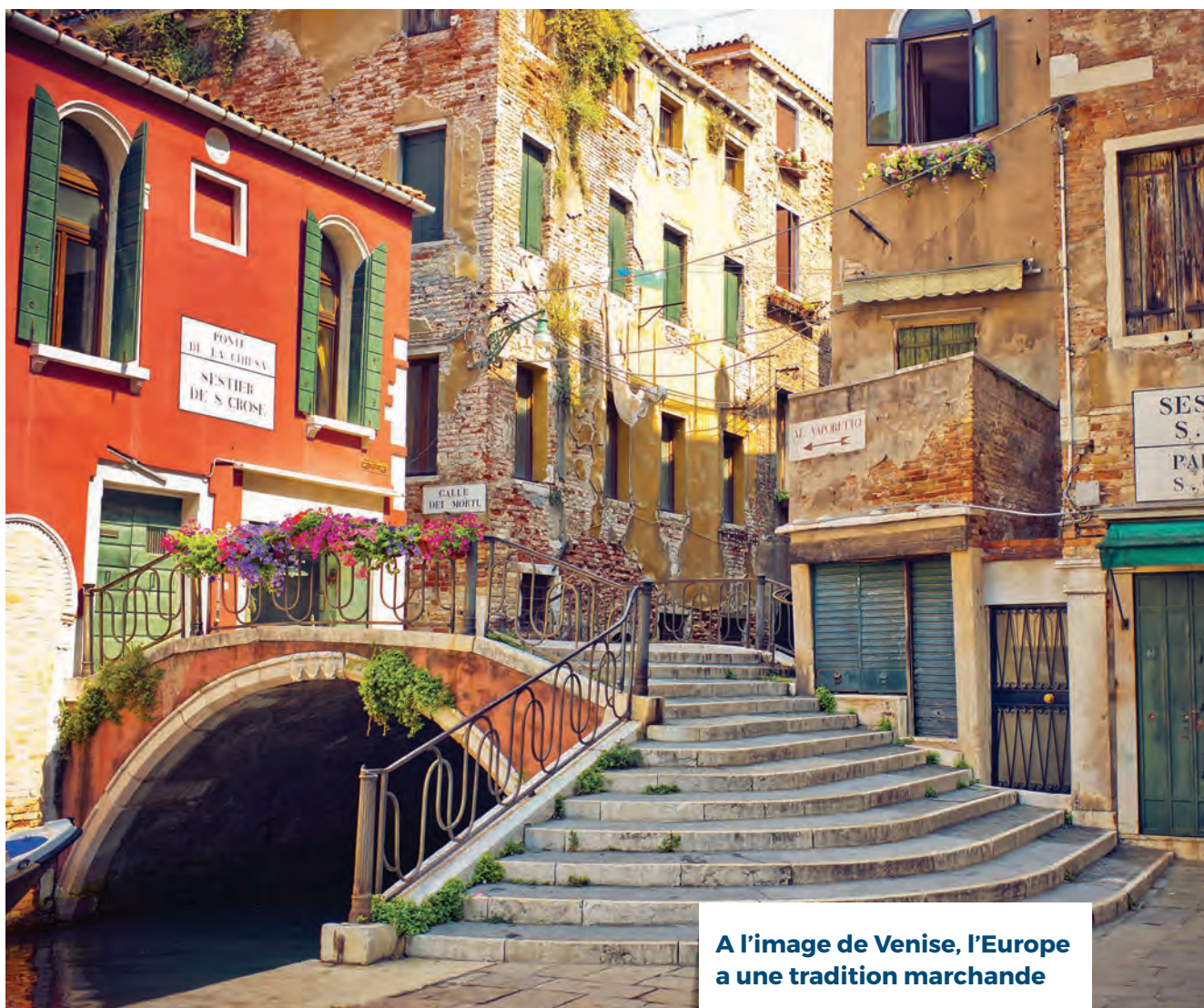
Avec l'Europe de Bruxelles, non seulement l'union ne fait pas la force, mais l'union affaiblit voire détruit ceux qu'elle prétend faussement protéger !

La lourdeur des procédures supranationales condamne l'Union Européenne à l'impuissance, au bavardage et à l'incohérence. Trop peu, trop tard : à chaque crise internationale, du Kosovo au Yémen, telle est l'attitude de l'Union Européenne.

Chacun constate que l'Union Européenne n'a pas su définir une stratégie avec la Russie, pas plus que pour le sud de la Méditerranée, et que les fantasmes de défense européenne servent d'abord l'industrie militaire américaine !



**Pour une Europe
des projets qui libère
les énergies**



**A l'image de Venise, l'Europe
a une tradition marchande**

Jamais l'Europe n'a été à ce point impuissante sur la scène mondiale, si alignée sur les logiques de bloc, ou absente des grands débats ; jamais elle n'a été autant à contre-courant de la marche du monde, jamais elle n'a autant caché sa paralysie derrière de grands mots et des idées vagues.

Face aux sanctions américaines unilatérales, face aux conquêtes territoriales de l'Islam radical, face aux exorbitants pouvoirs de quelques multinationales et groupes financiers, non seulement l'Union Européenne ne propose pas l'aide que les Nations euro-

péennes attendent, non seulement elle ne fournit pas le cadre d'une coopération active, mais elle rejette le réel pour ne pas devoir l'affronter.

La procédure ne fait pas une stratégie, la conformité n'assure pas la pertinence d'une décision.

A juste titre des voix de plus en plus nombreuses s'inquiètent de voir une Europe sans autres repères que ceux des logiques marchandes, livrée aux vents de la globalisation, un géant entravé qui tâtonne à contresens de l'histoire et du monde

H - L'UE discrédite l'idée européenne

L'Union Européenne a perverti l'idée européenne et trompé la confiance des Européens.

En trahissant les promesses de ses pères sur la démocratie, la liberté, la solidarité ou la puissance, cette union-là s'est condamnée elle-même.

A la fois arrogante et incertaine, doctrinaire et inaboutie, l'Union Européenne avance à tâtons, en fonction des influences du moment, sans crainte parfois de piétiner ses propres principes.

Le traité d'Aix-la-Chapelle signé le 22 janvier 2019 entre la France et l'Allemagne présume la prééminence du « couple » franco-allemand sur les autres partenaires. Il jette ainsi les bases d'une sorte de directoire franco-allemand de l'Europe et, par cette prééminence de fait sur les autres peuples, marque subrepticement une étape de plus dans cette déconstruction de l'unité européenne donc de tout ce que les signataires du Traité de Rome (25 mars 1957), puis du Traité de l'Elysée (22 janvier 1963) ont voulu construire.

Face à tant de confusions et de faux espoirs, les partisans de l'Union Européenne objectent que le projet de l'Union Européenne n'est pas achevé. Conscients des déceptions, ils nous invitent à un incessant et interminable approfondissement du fédéralisme. Cette argutie n'est pas sans rappeler la doxa communiste à la veille de la chute du mur. Pour autant, après quarante ans de marche forcée vers « l'intégration », il est légitime d'en faire le bilan. Une conclusion s'impose : l'UE ne souffre pas tant de son absence d'aboutissement, mais de son modèle, d'un problème de nature et non de degré, non de sa trop grande modernité, mais d'un irréductible anachronisme dans un monde en total bouleversement.

Résultat : la perception de l'Union Européenne de plus en plus négative chez les citoyens les

conduit à s'interroger sur la légitimité même d'une coopération en Europe. L'UE fait douter de l'Europe.

L'immolation des nations européennes, le sacrifice de notre prospérité, le changement de nos modes de vie ne pallieront pas les vices rédhibitoires du modèle européiste. Ils ne parviendront à force d'échecs qu'à discréditer injustement l'idée européenne. Il n'y a pas d'autres alternatives que d'en changer.

Le moment que vivent les Nations, le moment que vit l'Europe, est politique. Car oui, si l'Europe échoue à se donner une forme politique cohérente, celle d'une alliance de Nations souveraines définies par des identités singulières, celle surtout d'un territoire protégé par une frontière extérieure, nul projet commun ne survivra.

Notre ambition est de donner à l'Europe la forme politique stable et définie sans laquelle elle ne sera pas.



**Sortir d'une vision
carcérale pour sauver
la belle idée européenne**





2 UN ENGAGEMENT POUR UNE VRAIE EUROPE

Nous, candidats de la liste présentée par le Rassemblement National, considérons que l'Union Européenne n'est pas l'Europe, qu'elle est une forme transitoire, datée, circonstanciée de l'Europe.

Nous jugeons que le cours actuel de l'Union Européenne menace gravement les Nations européennes comme il menace l'idée européenne.

Nous voulons refonder l'Europe pour réconcilier les peuples avec elle.

Ce sont les nations qui sauveront l'Europe et donneront une forme politique à l'espérance des peuples.

La volonté partagée de sauver l'Europe de l'Union Européenne commande de réaliser au plus vite une alliance de Nations libres, de Nations souveraines, de Nations en pleine

possession de leurs territoires et de leurs destins. Refaire des Nations européennes le moyen de la liberté, de la sécurité, et du progrès social, tel est l'espoir que nous portons.

C'est en reconnaissant ses limites géographiques que l'Europe se définira.

L'Europe trouvera sa forme politique en rétablissant ses frontières nationales et en fixant sa frontière extérieure notamment en bornant son élargissement, quitte à se séparer de ce qui n'est pas elle.

Il n'est pas donné à tous les pays d'être membres de l'*Alliance Européenne des Nations*. La géographie, l'histoire, la civilisation en décident. Cette exigence d'une définition de l'Europe est la nôtre. Cette conviction donne toute sa cohérence, sa force, sa signification historique à cette voie française pour une nouvelle coopération en Europe.

Voilà pourquoi nous voulons remporter, avec nos alliés, les élections au Parlement européen, pour bâtir une Europe des coopérations et pour que l'*Alliance Européenne des Nations* succède à l'Union Européenne.

A - Français et Européens

Parce que nous sommes Français, attachés à la liberté française, à la terre de France, à l'unité de notre patrie, nous sommes Européens.

Et c'est parce que nous voulons une France plus grande et forte que nous voulons une Europe efficace et utile.

Sa culture et ses mœurs, sa terre et son climat, font de la France une part indissociable de l'Europe. La France n'est pas hors-sol et les Français sont pour la majorité d'entre eux des citoyens enracinés. Sans l'Europe communautaire de civilisation et d'histoire millénaire, la France n'est pas totalement elle-même.

Sans la France, puissance centrale et rayonnante, l'Europe n'est pas l'Europe.



**Edifions l'alliance
avec tous ceux qui
choisissent l'Europe
pour y réaliser le destin
de leur Nation**

Les nations européennes sont liées par des siècles d'histoire et l'intime conviction d'un destin commun à vivre dans le respect des singularités de chacun.

Ce sentiment est partagé par les millions de ceux qui savent qu'ils sont d'autant plus eux-mêmes, Italiens, Polonais, Hongrois ou Autrichiens, que l'Europe sera davantage au service des Nations qui la composent.

Nous, Français, héritiers du premier Etat européen ayant trouvé sa forme politique, avons une responsabilité spéciale envers cette Europe dont nous sommes les premiers, avec peu d'autres pays, à avoir porté le projet.

B - Principes fondateurs de l'*Alliance Européenne des Nations*

Ce programme d'alternance est avant tout un plan d'action politique.

Il postule que triomphe la liberté européenne!

L'*Alliance Européenne des Nations* sera d'abord celle de la fierté des peuples européens, chacun sur son territoire, dans ses frontières, fort d'une unité interne qui l'ouvre au monde. Elle sera l'alliance de tous ceux qui choisissent l'Europe pour y réaliser le destin de leur Nation, y affirmer la singularité continentale et la continuité d'un projet de civilisation.

Les pays européens trouveront dans l'*Alliance Européenne des Nations*, une organisation à leur seul service et au service de leur peuple.

◆ Voilà pourquoi nous proposerons que l'*Alliance* revise l'article 3 du traité de l'Union Européenne, qui, au mépris de la dignité humaine, rend équivalente la liberté de mouvement des hommes, des marchandises et des capitaux.

- ◆ Voilà pourquoi nous proposerons que l'Alliance révise les actions dites « de cohésion » et les attributions de fonds européens, qui encouragent le clientélisme et bafouent la dignité des peuples. A quel prix s'achètent leur liberté et l'abandon de leur souveraineté ? L'Europe doit se choisir pour ce qu'elle est, pas pour ce qu'elle paie.
- ◆ Voilà pourquoi nous proposerons que l'Alliance engage l'Europe à promouvoir un modèle de société écologique, en assurant aux Etats la pleine possession de leur territoire, en refusant le nomadisme et le pillage de ses ressources ; en rétablissant la primauté du « nous » collectif, donc l'intérêt général, sur les prédatons de tous ordres.

C - Rendons à l'Europe son envie d'avenir

Notre projet est de placer l'intérêt des Européens, de tous les Européens, eux d'abord, eux avant tout, comme principe de tous les choix, de tous les combats, de tous les engagements européens. Il vise à sortir l'Europe du terrain vague que la globalisation nomme « marché mondial », à rendre aux peuples d'Europe cette primauté sans laquelle nous n'affronterons pas les défis démographiques et écologiques actuels. Il exige enfin de rendre au suffrage universel sa fonction unique de légitimation.

Ce projet est fondé sur l'affirmation de la singularité européenne, fruit des identités spécifiques de chaque peuple, de chaque Nation d'Europe. La force des cultures nationales et locales, de sa civilisation, forme le plus sûr rempart contre les dérives extrémistes, les replis communautaires et les vertiges fanatiques.

La vision politique que nous proposerons aux pays membres de l'*Alliance Européenne des Nations* repose sur quatre idées majeures résumées en quatre mots :



**Intelligence
artificielle, nouvelles
énergies, recherches
fondamentales ...
Faire entrer l'Europe
dans le 3^{ème} millénaire**

1) L'émancipation

2) La coopération

3) La protection

4) L'ambition

Ce manifeste qui en décrit les contours s'adresse au peuple français comme à tous les peuples européens !

Par leurs suffrages, il leur revient de faire de l'*Alliance Européenne des Nations* l'instrument de leur liberté, de leur volonté et de leur envie d'un avenir partagé.



ÉMANCIPATION

1 DES NATIONS LIBRES DANS UNE EUROPE LIBRE

A - Libérer l'Europe de l'idéologie européiste

Le projet pour l'*Alliance Européenne des Nations* est une invitation à sortir de la vision carcérale de l'Europe que l'Union Européenne a promue et installée au détriment des Etats et des citoyens.

Il porte l'engagement de libérer l'Europe de l'idéologie fédéraliste qui affaiblit les Nations, de la libérer du carcan supranational qui désarme les Etats, d'un fonctionnement opaque qui invalide le suffrage universel et d'une oligarchie qui pilote à contresens de l'histoire.

Mais ce projet a pour objet également de libérer l'Europe de dogmes économiques devenus une nouvelle religion hostile à la liberté politique des peuples.

Cela signifie aussi de la libérer de sa sujétion à une oligarchie mondiale entendant réduire l'Europe à un marché à exploiter, des populations à soumettre, des terres à coloniser.

Plus que toute autre région du monde, l'Union Européenne a tout sacrifié à l'entreprise sans frontières, sans patrie, sans origine, sans projet autre qu'enrichir ses actionnaires. Le sentiment de voir les institutions de l'Union Européenne et même certains chefs d'Etat, se comporter comme les intendants de la ferme mondialisée, chargés d'exploiter l'Europe au mieux d'intérêts étrangers, voire hostiles, explique une grande part de la colère qui monte au sein des peuples européens.

Trop de citoyens ont le sentiment de payer pour tout et tous. Trop d'Européens ressentent que la justice, la vérité, le respect, tout ce qu'ils croient et tout ce qu'ils aiment, sont bafoués au nom même d'une Union qui rend l'Europe folle.

Cette colère des peuples est juste, salvatrice et nous enjoint de libérer l'Europe des puissances qui l'exploitent, des logiques qui l'asservissent, des idéologies qui ont décidé sa dilution.

Rien n'importe plus que de rendre aux citoyens des Nations européennes leur autonomie de décision,

- ◆ les rendre libres de leurs choix stratégiques, de leurs lois, de leurs mœurs et de leurs projets,
- ◆ les rendre libres de choisir les conditions de résidence sur leur sol et d'accès à la citoyenneté.

Un des objectifs de l'*Alliance Européenne des Nations* sera de rendre tout son sens au marché européen, à la priorité nationale et à la préférence européenne en rétablissant des contrôles aujourd'hui abolis, pour en faire les moyens de la prospérité et du progrès pour tous.

Les Européens ont payé de millions d'emplois détruits la folie du globalisme et des traités de libre-échange. Ils l'ont payée de milliers de brevets pillés, de la casse de leur outil industriel, du chômage de masse et de millions de travailleurs pauvres, ces millions d'Européens qui se lèvent tôt, qui travaillent, mais n'arrivent pas à finir le mois.

**Une Europe dans laquelle
les Nations seront fières
de leur génie**



Seules d'étranges compromissions ont pu conduire les institutions européennes à oublier qu'en l'absence de consensus politique et social, l'ouverture aux mouvements mondiaux des capitaux, des biens, des services et des hommes, signifiait la destruction des choix politiques européens. Au nom d'une liberté mensongère, c'est la démocratie qui était atteinte.

Nous proposerons de substituer des « traités commerciaux » aux traités de libre-échange dont les effets destructeurs sont connus et de les soumettre à l'examen de leurs effets concrets sur les économies nationales, sur le respect des préférences européennes et nationales, sur le développement des territoires européens.

Cette nouvelle logique imposera une information complète sur les conditions des traités négociés hier par la Commission et des études d'impact impartiales et systématiques sur leurs effets concrets.

Nous proposerons que l'*Alliance* rétablisse les principes généraux de la préférence pour les

entreprises européennes, pour les marques territoriales, pour l'emploi européen, ce qui rendra ainsi tout son sens au marché européen, protégé par la plus grande rigueur vis-à-vis de l'extérieur.

B - Rendre aux Nations leur liberté

Les six pays signataires du Traité de Rome ont voulu que l'Union Européenne, alors Communauté Européenne, soit le moyen de la paix, de la prospérité et de la liberté de tous les citoyens des Etats membres. Cette promesse a été trahie.

La coopération européenne doit redevenir un outil juridique et technique au service de tous, c'est-à-dire dans des relations fondées sur le respect de la liberté de toutes les Nations qui y participent.

Cette exigence de respect des peuples signifie bannir par exemple la logique contenue dans le traité d'Aix-la-Chapelle qui instaure

une sorte de directoire franco-allemand (et en réalité allemand) de l'Europe. Cet accord intergouvernemental, dont des dispositions engagent un processus d'intégration politique des deux pays, semble exorbitant à tous ceux qui, au Sud comme au Nord de l'Europe, ont adhéré à l'Union Européenne comme à un ensemble d'Etats souverains. Ils n'entendent ni être subordonnés à une autorité allemande de fait sur toute l'Europe, ni devenir les clients obligés d'un nouvel Empire germanique.

Se défaire des ingérences européennes

Tout ce qui a été grand, fort et durable en Europe est venu des Nations. L'Europe ne se fera pas sans les Nations - moins encore contre elles. Elle se fera en les rendant plus libres, plus fortes, et elle sera d'autant plus et mieux européenne qu'elle les confortera dans leur projet, leur unité nationale et leur personnalité propre.

L'*Alliance* examinera en détail la gouvernance et les institutions européennes pour identifier les dérives, les prérogatives usurpées, les abus de pouvoir et les intrusions illégitimes dans les affaires intérieures des Etats membres. Un inventaire s'impose pour rendre aux Nations les pouvoirs usurpés, en finir avec le grignotage à sens unique des libertés nationales par la Commission.

Rétablir la primauté du politique

L'*Alliance* procédera à cet examen à partir de deux constats.

Le premier est que l'Europe a épuisé la méthode consistant à donner à l'économie la priorité sur tout le reste. Les échecs économiques successifs éprouvés notamment depuis la crise de 2007-2008, appellent l'Europe à prioriser la politique. La politique tient les clés du progrès, ce progrès qui n'est rien s'il n'est pas partagé par tous.

Le second est que l'ultralibéralisme qui fait de l'ouverture commerciale et de la mobilité

sans limites le principe central des sociétés européennes condamne la démocratie. La liberté politique dans un pays ne s'épanouit, en effet, que par ses frontières et l'unité d'un peuple capable d'actions collectives.

Pour rendre aux peuples d'Europe le pouvoir de se gouverner eux-mêmes, l'Europe doit clairement renouer avec ces conditions indépassables de la stabilité politique ; une frontière extérieure reconnue, des frontières nationales tenues, une identité interne définie.

A défaut, elle demeurera ce géant paralytique.

Remettre les Etats au cœur des institutions

L'*Alliance* s'attachera à réaliser les conditions institutionnelles de la liberté des Nations.

Parce que le Conseil des chefs d'Etat et de gouvernements et le Parlement européen détiennent seuls la légitimité démocratique, ils doivent être les organes de décision.



Réaffirmer la primauté du politique

Instrument technique de second rang, la Commission européenne deviendra le secrétariat général du Conseil, c'est-à-dire un simple secrétariat administratif sans rôle décisionnaire. L'initiative des lois reviendra exclusivement au Conseil européen qui réunit les chefs d'Etat et de gouvernements légitimement élus dans chacun des pays.

Le Parlement européen aura la charge d'examiner, de débattre et de voter tous les traités, textes et directives proposés par le Conseil des chefs d'Etat, et qui seront ratifiés par cette instance après le vote de l'assemblée.

Les procédures de vote seront revues et l'unanimité exigée pour l'adoption de toute directive et de tout traité touchant à la souveraineté des Etats.

Les budgets seront réduits au financement des missions précisément confiées aux institutions européennes. Aucun Etat ne doit être contraint de financer des projets sans un juste retour au moins équivalent à sa contribution.

C - Réaffirmer la souveraineté des peuples

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est plus aujourd'hui un principe qui puisse être remis en question.

Au sein de chaque Etat, la liberté des citoyens à décider de leurs lois et de leur destin s'impose également. L'expression de la souveraineté nationale est le suffrage universel et la décision majoritaire issue des urnes peut seule conférer la légitimité. C'est à ces principes de fonctionnement que se mesure la démocratie.

Rétablir la logique démocratique

Il appartient aux représentants des Nations élus au suffrage universel de voter la loi, de valider les traités, de conduire l'action publique.

Assurer la souveraineté législative des Etats et la séparation des pouvoirs



Au sein de l'Alliance, chaque pays sera donc légitime à réexaminer les principaux accords et textes, pour éliminer les surtranspositions abusives ou contraires à leur Constitution.

Faire cesser la tyrannie juridique sur la volonté des peuples

L'Alliance organisera la désinflation des textes européens.

L'intrusion tatillonne et despotique des règles européennes dans la vie quotidienne enrage acteurs économiques et citoyens. Ce juridisme insensé est par ailleurs souvent aggravé par la surtransposition des textes ou arrêtés européens, par le zèle déplacé d'administrations ou de juridictions nationales.

Il faut libérer les Nations européennes de ces lourdeurs paralysantes, des dogmes juridiques et des ordres d'une prétendue science économique qui n'a su ni prévenir ni corriger les erreurs à l'origine de la dépression qui sévit depuis 2007.

Le détournement de l'Etat de droit et des droits de l'individu obère gravement la liberté politique des peuples. Il n'est pas normal



qu'un Etat européen souverain finisse par se voir reconnaître, dans certains domaines, moins de droits qu'un Etat fédéré américain.

Nous proposerons que l'*Alliance* affirme le principe de la souveraineté juridique des Etats. C'est pourquoi elle refusera le recours à des tribunaux d'arbitrage privés dans les traités commerciaux.

L'investisseur n'est pas supérieur au citoyen et les droits du capital passent après la liberté politique des peuples décidant de leurs lois sur leur sol. Toutes les clauses des traités commerciaux comportant le recours à des tribunaux privés seront dénoncées au profit de la reconnaissance de la souveraineté des Nations.

Faire prévaloir le principe démocratique de séparation des pouvoirs

L'évolution actuelle nous conduit à un coup d'Etat des juridictions européennes qui remettent en cause le processus démocratique, désarment le principe majoritaire, paralysent l'Etat. Comment justifier que la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) annule les décisions de tribunaux

nationaux décidant l'expulsion de terroristes dangereux et puisse contredire le droit légitime des Etats à se protéger ?

L'Europe vit sous la menace d'un véritable contrôle juridictionnel de sa politique et de sa coopération diplomatique, notamment sous l'action d'ONG ou Fondations qui n'hésitent pas à poursuivre les Etats, au prétexte de faiblesses dans la lutte contre le changement climatique, d'un accueil et accès aux soins restrictifs des réfugiés, etc.

La souveraineté des Etats, l'autorité des Etats et une séparation des pouvoirs mise à mal par l'intrusion de la procédure juridique dans le champ politique seront des bases de l'*Alliance*.

Supprimer les pratiques antidémocratiques

L'*Alliance Européenne des Nations* rétablira le principe de représentativité des institutions qui est bafoué dans l'Union Européenne.

Le lien avec les peuples des Nations européennes a été distendu jusqu'à l'extrême, au point que la légitimité de directives, de traités, de décisions, de jugements européens, peut être légitimement remise en doute.

Il faut rétablir ce lien.

Il faut que les peuples européens sachent qui parle en leur nom, qui vote quoi, avec qui et pourquoi.

L'*Alliance Européenne des Nations* rétablira, au niveau européen, les prérogatives du suffrage universel, seule source de légitimité démocratique.

Elle affirmera le respect du principe majoritaire dans toute son étendue. Elle supprimera le « semestre européen » issu du traité de 2011 qui permet aujourd'hui à la Commission d'émettre des recommandations sur tout type de sujet, notamment économique et social, relevant de la compétence des Etats.

Elle établira le principe selon lequel seules les compétences expressément déléguées aux institutions européennes peuvent être exercées par elles, et mettra fin à la règle du cliquet selon laquelle « *tout ce qui est à la Commission est à la Commission, tout ce qui reste aux Nations se discute* ».

La suppression de ce principe d'intangibilité des acquis européens de cette règle de non-retour politique inconnue en démocratie s'impose par souci d'éthique. L'efficacité la commande si l'on veut pouvoir renforcer l'action européenne sur des sujets précis et circonscrits.

Affirmer la supériorité des constitutions nationales

L'Alliance affirmera la supériorité des Constitutions nationales et des lois approuvées par référendum sur les directives, sur les traités européens, les actes qui en découlent et les jugements des tribunaux européens.

Elle rendra sa force au principe selon lequel toute décision doit être étudiée, prise et suivie au niveau pertinent le plus proche possible des territoires, principe connu de « subsidia-

rité » et désormais oublié (alors même qu'il figure dans le Traité de Maastricht). Elle en fera le principe d'une révision des compétences européennes.

Les compétences abusivement exercées aujourd'hui par la Commission seront rendues aux Nations.

D - Assurer à tous les Européens l'exercice de leurs libertés

Les libertés d'opinion, de religion, d'expression sont les conquêtes majeures de l'Europe. Elles ont permis à des générations de citoyens européens d'éprouver une exceptionnelle liberté d'être, de penser et de dire.

Les Français doivent se souvenir du long combat pour la liberté d'opinion qu'ils ont conduit et qu'ils ne peuvent abandonner sans trahir ; donc mieux comprendre les longs combats de la Pologne, de la Hongrie et tant d'autres, pour conserver leur foi, leurs mœurs et identité contre la dictature soviétique.

Reconquérir les libertés remises en cause

Ces libertés sont en recul. Une presse concentrée, la censure des réseaux sociaux, l'inflation juridique qui reconnaît le délit d'opinion non conforme et sanctionne parfois le blasphème bornent ce recul historique.

Une opinion non officielle sur l'interprétation d'un traité international est ainsi qualifiée de « fake news » autorisant les pouvoirs publics non seulement à ne pas s'expliquer, mais de plus à criminaliser l'outrecuidant opposant. Une plaisanterie pourtant non délictuelle, mais simplement de mauvais goût est passible de censure et d'opprobre. Un mot, une intention supposée, un raisonnement prêté sont passibles d'excommunication médiatique.

Spinoza, Voltaire, Coluche, où êtes-vous ?



Réaffirmer la supériorité des constitutions nationales

Aucune dictature n'interdit de chanter les louanges du régime. Cette liberté-là ne procède pas de la vraie liberté d'expression

La liberté d'expression est conçue pour autoriser la formulation d'opinions divergentes et parfois dérangeantes ou même choquantes.

Conquêtes de chaque jour, partout nos libertés sont battues en brèche, partout elles reculent. Même si plus grand monde n'est dupe, nos libertés doivent être défendues pied à pied.

Réaffirmer le principe de laïcité

D'inquiétantes complicités ou dérives permettent que des pays européens réintroduisent la sanction du blasphème sous couvert de lutte contre l'islamophobie (Arrêt CEDH ES/Autriche 25 octobre 2018), excusent la remise en cause du droit des femmes ou tolèrent dans la société civile la loi de la charia (Arrêt CEDH Molla Sali/Grèce 19 décembre 2018).

Ce sont les mêmes complicités et les mêmes dérives mentales qui ont conduit le comité des Droits de l'Homme de l'ONU à condamner la France parce qu'elle interdit le port du voile islamique intégral, qui conduisent d'autres Nations à céder face à un islamisme conquérant et dominateur. Face à cette agression qui touche l'Europe tout entière, le silence de l'Union Européenne est assourdissant.

Aucune loi religieuse ne peut être imposée à un Etat qui tient sa paix civile des principes de laïcité qu'il s'est donnés. Pas davantage, une organisation européenne même sous couvert d'une prétendue tolérance ne peut le contraindre à cette régression du droit et cette négation du droit des femmes.

Refuser l'injonction multiculturaliste

L'*Alliance Européenne des Nations* considèrera que l'injonction faite aux Nations européennes de devenir multiculturelles



**Faire de l'école
le creuset d'une nation
unie et fraternelle**

constitue une agression contre laquelle toute l'Europe doit organiser la résistance. Le modèle de société anglo-saxon n'a pas vocation à devenir le modèle imposé.

C'est un constat, partout dans le monde, les sociétés multiculturelles sont les plus violentes, les plus criminelles, les plus divisées en communautés hostiles.

Elle aidera les Nations qui le souhaitent à résister aux opérations de corruption dont elles sont victimes pour ouvrir leurs frontières, pour abandonner les critères de nationalité dans l'accès aux systèmes sociaux, pour détruire leurs solidarités et leurs mutualités nationales.

Les citoyens des pays d'Europe sont fondés à prétendre à cette cohésion interne qui est l'une des conditions de la sécurité et d'espaces publics pacifiés accessibles à tous.

Dans le cadre de l'*Alliance*, chaque Nation européenne aura le droit d'affirmer et de faire respecter sa singularité historique ou culturelle. Elle sera légitime à promouvoir les principes d'unité nationale qui lui sont propres.

E - Libérer l'avenir

L'*Alliance Européenne des Nations* tournera le dos à la conception totalitaire qui voudrait la voir intervenir sur tous les sujets, de manière systématique.

Pour être efficace, l'Europe doit resserrer son intervention dans les domaines spécifiques par nature européens, avec les actions que les Nations lui réclament, là où la coopération entre pays s'avère souhaitée, cohérente et plus efficace.

Inviter les nations à appliquer « le principe de subsidiarité »

Ce recentrage de l'action européenne conduit à définir les enjeux prioritaires, les sujets naturellement européens ou sur lesquels l'action commune est plus efficace.

Chacun a en tête Erasmus. Cette action en faveur des échanges universitaires entre les pays d'Europe qui rencontre un succès très compréhensible auprès des étudiants français doit être confortée et amplifiée.

L'*Alliance Européenne des Nations* devra s'atteler à proposer la mise en œuvre de coopérations portant sur les véritables menaces qui pèsent sur nos pays et constituent à ce titre des actions prioritaires communes : lutte

contre le trafic de main-d'œuvre et l'immigration illégale ; partage du renseignement et lutte antiterroriste ; lutte contre le radicalisme religieux et les réseaux criminels ; protection des Européens contre le pillage de leurs données personnelles ; contrefaçons et le vol des brevets de nos entreprises ; défense de la liberté commerciale de nos entreprises et de nos banques contre l'application extra-territoriale du droit américain, etc.

Les choix de thématiques de coopération doivent intervenir selon « le principe de subsidiarité. » Seules ont vocation à être traitées à l'échelon européen, les questions qui nécessitent des coopérations à l'échelle continentale et interétatique.

Concentrer l'action sur les priorités, recentrer les moyens sur quelques sujets décisifs, rendre l'Europe efficace là où elle doit être, supposent que les Nations choisissent et assignent aux institutions européennes, des objectifs à tenir et des missions à remplir.

A cette fin, l'*Alliance* s'emploiera à redéfinir le système de commandes et de contrôle des institutions européennes.

Libérer les énergies économiques des Nations d'Europe

Libérer les énergies européennes, valoriser le travail et encourager l'épargne, c'est libérer les Nations d'un endettement public qui les soumet aux investisseurs internationaux, aux gérants de fonds, aux banques. C'est lutter contre les déficits, refuser les facilités du crédit, et tout autant le piège de l'europlanisation des dettes souveraines. C'est placée face à ses responsabilités et aux conséquences de ses choix, que chaque Nation européenne pourra rompre le cycle de la dépendance et se désendetter Et c'est libérer l'avenir.

Nous proposerons que l'*Alliance* aide les Nations à réduire leur insupportable niveau global d'endettement, insoutenable pour une Europe libre.

**Commune, Etat, Europe :
respecter les niveaux
naturels de compétence**



Nous inviterons l'*Alliance* à s'attacher à favoriser l'emploi en Europe en luttant contre le dumping social, environnemental et fiscal des pays tiers, de même qu'elle promouvra la participation du plus grand nombre de salariés aux bénéfices des entreprises.

Rendre sa valeur au travail

Valoriser le travail, c'est affirmer le lien déterminant entre la contribution à la société de l'activité humaine, sous toutes ses formes, et la perception d'un juste revenu. C'est lutter contre la concurrence déloyale du travail détaché, la déréglementation et la concurrence généralisées qui effondrent inégalement les niveaux de rémunération. C'est autant une question de justice qu'une question d'intégration, de considération, de dignité.

Nous proposerons que l'*Alliance Européenne des Nations* soutienne une revalorisation du travail, premier moyen de l'action collective.

Remettre le système bancaire au service de l'économie réelle

Libérer les entreprises, c'est rétablir la concurrence entre les financements par appel au marché et par crédit bancaire. C'est lutter contre la fuite en avant fédéraliste de l'union des transferts, qui ne servirait que l'intérêt des banques et des prêteurs internationaux, en facilitant encore plus le recours à la dette. Chacun sait à quoi il sert à l'Espagne d'emprunter au taux de l'Allemagne – à s'enfoncer dans des déficits la rendant prisonnière des marchés financiers !

Libérer le financement productif revient à réduire la dépendance des marchés bancaires et financiers européens vis-à-vis de l'extérieur, à refuser toute dépendance vis-à-vis du dollar et à construire les systèmes de paiement étanches aux puissances extérieures (exemple, un réseau de règlements interbancaires concurrent de SWIFT et imperméable au dollar).



C'est aussi rendre à la banque de proximité, à la banque régionale de plein exercice, à la coopérative de crédit, toutes ses capacités de préférence régionale. C'est favoriser le retour au territoire comme mesure de toute chose. Et c'est revenir sur la comptabilité à valeur de marché, pour rétablir la comptabilité à valeur historique, et libérer les entreprises d'une absurde dépendance aux cours de Bourse.

Aider les Nations à se délivrer de leur dette

Rendre aux Nations la liberté de leurs choix politiques et sociaux, c'est réduire la dette, favoriser la renationalisation des dettes publiques et réduire drastiquement la taille des bilans bancaires.

Comment justifier que les bilans de certaines banques représentent plusieurs fois le PIB de l'économie nationale, voire celui de toute l'Europe ?

Nous proposerons que l'*Alliance Européenne des Nations* engage le combat pour libérer l'Europe de toute dépendance à des systèmes, à des organisations, à des engagements financiers qui la soumettent à des choix qui ne sont pas les siens.

C'est ainsi qu'une réforme de la gouvernance commerciale, financière et bancaire de l'Europe sera lancée, pour promouvoir une alliance européenne qui protège, intègre et unisse ce qui doit l'être dans l'intérêt des Nations et des citoyens.



COOPERATION

2 UNE EUROPE DES COOPÉRATIONS

A - La coopération est un choix libre

La coopération relève du libre choix des entreprises, des citoyens et des Nations dès lors qu'ils souhaitent réaliser un projet en commun, se donner la capacité d'agir ensemble, mettre en commun des moyens et partager des résultats.

Une Europe choisie et non subie

La coopération intergouvernementale s'oppose au principe de supranationalité ou de fédéralisme en ceci qu'elle laisse pleine et entière liberté aux Nations de s'associer ou non dans des projets communs.

L'Union Européenne part du principe d'imposer d'en haut ce qui n'a fait l'objet d'aucun choix, d'aucune décision ou d'aucun débat. Les peuples européens, les entreprises concernées, les territoires impliqués sont tenus à l'écart du processus de décision. L'Acte Unique a introduit des mécanismes de supranationalité qui à l'évidence ont dépassé leur objet.

Avec l'*Alliance Européenne des Nations* nous considérons, au contraire, que la coopération intergouvernementale sur des sujets choisis, est plus efficace que la multiplication des procédures de l'Union Européenne, qui attendent à la liberté des Nations et se révèlent inapplicables à vingt-sept.

Le principe des coopérations permet de bâtir des maisons dans la maison.

La coopération par le biais d'agences spécifiques

L'*Alliance Européenne des Nations* substituera le principe de coopérations choisies au principe de supranationalité qui s'applique de manière brutale dans la plupart des politiques européennes (fonds de compétitivité pour la croissance et l'emploi, fonds structurels, etc.).

Le principe de la coopération doit favoriser la décision et l'action.

Les Etats seront conviés à instaurer entre eux de manière volontaire et consentie des partenariats dans les domaines spécifiques que le Conseil aura définis comme opportuns. A l'image d'Ariane ou d'Airbus, ces coopérations se dérouleront dans le cadre d'agences qui constituerait l'ossature d'une Europe à la carte. Les Etats seront libres d'y adhérer ou de ne pas y adhérer, de les rejoindre ou de les quitter selon des modalités convenues à l'avance.

Ces coopérations pourront être de nature industrielle, scientifique, technologique, stratégique ou politique. Elles pourront concerner les domaines techniques (intelligence artificielle, nouvelles énergies comme la filière hydrogène..., biotechnologie...), stratégique (sécurité numérique, intelligence économique...), politique (lutte contre l'immigration, lutte contre les trafics...).

A aucun moment, la participation à ces collaborations européennes ne peut être soumise à pression ou la non-participation à sanction.

Défaire le piège de la supranationalité et élargissement sans fin

La contradiction qui existe entre la logique d'élargir sans fin et la quête d'approfondir sans légitimité les domaines d'intervention est explosive. Les peuples européens subissent des conditions de vie de plus en plus éloignées et voient leurs perspectives diverger sans cesse, alors que convergence et unité leur étaient promises.

Comment réussir à vingt-huit ou à vingt-sept ce qu'il était déjà difficile d'entreprendre à quinze ? Comment imposer d'en haut des méthodes, principes et organisations qui ne soient pas d'abord l'effet d'un désir commun d'avancer et de réussir ?

L'élargissement continu est pour beaucoup dans la paralysie des institutions, la lenteur des décisions, la fuite devant la réalité qui désormais caractérisent l'Union Européenne.

Coopération : pragmatisme et fluidité

Le principe de coopération doit contribuer à remédier à cette situation. Il permet à de petits groupes de pays d'expérimenter, d'essayer, d'oser. Il est le mieux adapté à une situation d'incertitudes majeures et de transformations accélérées des organisations, systèmes et moyens. Il répond à la situation nouvelle créée par le Brexit, en facilitant la poursuite de projets avec la Grande-Bretagne, par exemple en matière de Défense.

Toute tentative d'imposer d'en haut des adhésions nouvelles à l'Union Européenne met en péril toute l'Europe. Des coopérations ciblées sont, en revanche, un excellent moyen d'engager un parcours européen avec des pays comme la Serbie, alliée naturelle de la France, dont l'histoire témoigne de la part qu'elle prit au destin de l'Europe.

La logique des coopérations peut également offrir l'occasion d'un rapprochement avec la Russie, élément critique de la sécurité et de la stabilité de l'Europe.

Ces coopérations souples et donc efficaces seront rendues possibles dans le cadre de l'*Alliance Européenne des Nations*.

L'euro-réalisme à la place de l'illusion fédérale

L'euro-réalisme appelle davantage de coopérations choisies sur des projets et selon des modalités librement fixées par les partenaires. Il n'appelle aucune union contrainte, systématique, formelle, aucune uniformisation forcée ; il exige moins de procédures ; il suppose surtout l'abandon de toute illusion fédérale.

Une Europe allégée ira plus vite et loin, elle aidera les Nations euro-réalistes à aller plus vite et loin dans leurs choix.

L'euro-réalisme appelle surtout ce constat : le marché européen devrait être d'abord celui des entreprises des pays européens, le



marché de l'emploi des Européens ; le marché de produits et services territorialisés, porteur des singularités et des préférences des consommateurs européens.

B - La coopération est une condition de la puissance

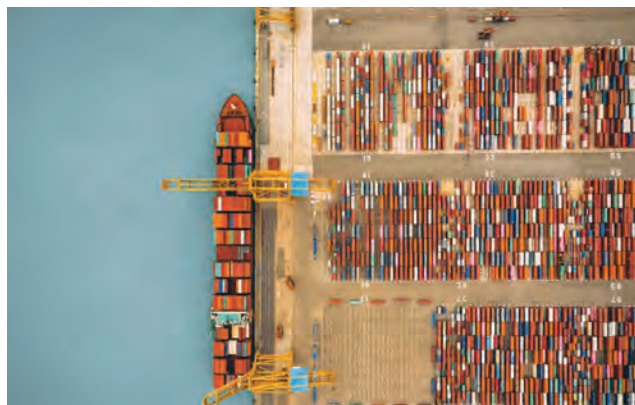
La mondialisation est une réalité.

Pour autant, est-il sensé de laisser nos pays s'y plonger sans réflexion, sans protection, sans autre ambition que de développer le commerce mondial au détriment de nos intérêts économiques vitaux ?

Le seul guide des dirigeants politiques doit être l'intérêt national et le bien-être de leur peuple. C'est avec cette détermination que doit se concevoir une réponse gagnante à la mondialisation. C'est avec cette ambition que doit s'envisager la stratégie de puissance économique de nos pays.



Ariane Space : un exemple de coopération technologique réalisé hors de l'Union européenne



Promouvoir un environnement économique assaini : « le juste échange »

L'Alliance Européenne des Nations pourra inciter les Etats à relocaliser des activités et à reconstruire des systèmes productifs nationaux ou européens.

A cet effet, elle promouvra « le juste échange », appelé à prendre la place d'un libre-échange qui entraîne la course au moins-disant, et dont les effets pèsent sur l'emploi, sur les salaires, sur le pouvoir d'achat et sur les territoires.

L'Alliance renégociera les traités de libre-échange pour en faire des accords commerciaux. Sa politique commerciale devra être subordonnée à la réciprocité, la responsabilité, aux engagements environnementaux et sociaux de ses partenaires.

Les pays de l'Alliance Européenne des Nations seront par exemple invités à intégrer dans les traités commerciaux qu'ils concluent avec les pays émergents des clauses sociales en faveur des travailleurs des filières concernées. Les Etats-Unis ont imposé au Mexique un taux horaire minimal pour les travailleurs de certaines filières comme condition à la conclusion d'un accord commercial.

La généralisation de ces pratiques contribuera à faire du commerce international non plus un encouragement au dumping social, mais, au contraire, l'instrument du progrès social.

Affirmer la puissance européenne, en matière d'industrie, de banque et de finance, de défense et de renseignement, comme en matière de réseaux numériques et de traitement de données, de maîtrise du vivant et d'intelligence artificielle, exige une mise à jour du droit de la concurrence. La doctrine européenne des accès au marché européen devra être orientée vers la reconstruction des systèmes productifs européens, sacrifiés à la globalisation naïve et victimes de multiples concurrences déloyales.

Des champions nationaux sur le marché européen, des champions européens sur les marchés mondiaux

Les champions nationaux seront incités à partir à la conquête des marchés européens, comme ils le font dans l'industrie, comme ils le font encore trop peu dans les services. Le consommateur européen bénéficiera des effets sur les prix et les qualités de cette concurrence, dans un cadre maîtrisé.

Mais quand ils affrontent des géants mondiaux, américains, chinois, ou encore indiens ou russes, chaque fois que l'intérêt stratégique et l'autonomie de l'Europe sont en question et que l'intérêt mutuel des entreprises le commande, les projets communs et les alliances s'imposent pour que des géants européens se battent à armes égales avec leurs vrais concurrents ! Une vue étriquée de la concurrence ne doit pas retarder les coopérations.



Nouvelles technologies : créer des champions français et européens

Redevenir conscients des logiques de guerre économique

Nous proposerons que l'*Alliance* adopte une vision plus réaliste de l'intérêt européen et des rapports internationaux. Une réflexion et une analyse sur les marchés pertinents doivent être engagées en y subordonnant la politique de la concurrence. De l'autonomie alimentaire à l'actionnariat populaire, du placement national de la dette publique auprès des épargnants aux marques territoriales et aux mentions d'origine des produits, beaucoup trop a été sacrifié à la fiction de marchés mondiaux.

Qui croit vraiment qu'il y ait un marché mondial de l'énergie, des produits alimentaires, ou des terres ? Qui peut accepter que les compétences et le travail des hommes soient des valeurs en vente sur un marché mondial ?

La réalité est que le marché mondial est le lieu d'affrontement de puissances qui ne partagent rien, ne sont d'accord sur rien, sinon sur le fait que le marché permet d'atteindre des buts de la guerre sans la guerre, mais pas sans victimes.

Repenser notre doctrine sur la concurrence

Les institutions européennes doivent adapter leur vision de la concurrence, des régulations financières, de l'assurance et du crédit, et des relations avec les autres parties du monde, à une situation sans plus rien de commun avec celle qui suscita le GATT, les institutions de Bretton Woods, et les grands accords de libre-échange.

Nous proposerons que l'*Alliance* révise la doctrine européenne de la concurrence. Cette dernière devra reposer sur le droit souverain des Nations à décider de leurs échanges commerciaux et politiques commerciales afin de définir les conditions optimales au développement de champions européens à vocation mondiale.

Cette démarche se mettra en place sur la base d'un énoncé clair des priorités stratégiques européennes, des modalités de la coopération entre acteurs européens et d'une préférence communautaire réaffirmée.

Nous défendrons également la possibilité pour l'*Alliance* de mettre en place un soutien public coordonné et résolu aux projets stratégiques des entreprises européennes.

C - Les coopérations renforcées entre États font avancer l'Europe

Nous proposerons que l'*Alliance Européenne des Nations* crée les cadres incitatifs à la coopération choisie entre les États qui décident d'avancer ensemble, de pousser plus loin des projets, accords et mises en commun de moyens.

Les modalités de lancement de projets, d'exercice de la solidarité entre États-membres comme les règles de participation de l'Europe doivent être redéfinies.

C'est la voie privilégiée d'affirmation d'une Europe des coopérations politiques choisies, respectueuses des différences, des liens historiques et des choix nationaux, y compris du Brexit.

Comment penser l'avenir de la Défense française sans penser au Traité de Lancaster House et aux projets franco-britanniques, pilier de la sécurité européenne ?

Ouvrir les champs des coopérations si les États le décident librement

La logique des coopérations ne signifie pas une collaboration au rabais, mais une coopération même très approfondie pour peu qu'elle procède de la volonté libre et tangible des États concernés.

Les choix de coopération renforcée entre États doivent remédier à l'inachèvement de

projets européens maintes fois constaté, en raison notamment du nombre des États-membres et de leurs réalités nationales, souvent divergentes.

Ils se réaliseront bien mieux sur la base d'une liberté de choix rendue aux Nations. Les Nations qui le veulent, comme les entreprises et les citoyens, doivent pouvoir aller plus loin dans leur coopération avec des partenaires choisis, dans leur intérêt mutuel et le respect de leur singularité. C'est vrai en matière de fiscalité, de portabilité des droits sociaux, de mobilité des travailleurs. C'est vrai aussi pour les projets d'infrastructure, d'aménagement régional transfrontière, de contrôle des mouvements de population.

Et c'est tout aussi vrai en matière d'accords de Défense, d'actions diplomatiques communes, et de promotion des cultures et des patrimoines régionaux, religieux, communautaires.

Les États qui s'engagent dans un processus de coopération sont libres de mettre en place entre eux des dispositifs de régulation des excédents excessifs.

D - Le marché européen est à reconstruire

Le marché intérieur constitué par les vingt-huit pays de l'Union Européenne est le premier au monde en pouvoir d'achat cumulé. Il est aussi, le plus ouvert et le moins protégé au monde.

Le résultat d'une soumission naïve au libre-échange est connu : l'Europe est la région du monde qui connaît la croissance la plus faible, la seule qui n'a su se redresser depuis la crise financière de 2007-2008, la seule qui voit le chômage de masse se stabiliser à des niveaux insupportables, notamment chez les jeunes (30 % des jeunes Italiens ou Espagnols au chômage). A l'intérieur même de l'Europe, alors que la Grande-Bretagne se

détache, les dix-neuf pays de la zone euro font moins bien que les pays hors euro, l'Europe entière étant très en retard sur l'ensemble des pays de l'OCDE.

Faire preuve de réalisme

L'abandon du marché intérieur protégé de la concurrence mondiale, claire reddition au globalisme, est la première cause de la stagnation européenne et de la destruction de notre système productif national. Il ruine l'espoir mis dans la construction européenne, à mesure que les économies divergent, que le chômage et la pauvreté gagnent. Le sous-développement de tant de villes et régions d'Europe résulte directement de l'ouverture des frontières.

L'Europe est écartelée entre cette logique supranationale et le nécessaire renforcement des Etats-Nations qu'appellent de leurs vœux les peuples.

Redéfinir les règles et les limites du marché européen

Le marché européen doit au plus vite devenir un espace de juste concurrence. Ce marché européen n'existera que s'il est protégé par ses règles, par son unité, et par sa cohérence vis-à-vis de l'extérieur.

Sa viabilité suppose une réforme monétaire abrogeant l'évolution divergente de compétitivité qui a vu le taux de change réel de la France augmenter de 6 %, de l'Espagne de 22 % et de l'Italie de 28 % (source : FMI, 2017). Dans le même temps, l'Allemagne connaissait une sous-évaluation de 20 % de ses prix réels. L'abandon d'un libre-échange naïf et destructeur de l'autonomie européenne et de l'unité de l'Europe tel qu'il fut installé par l'Acte unique, premier traité établissant des mécanismes supranationaux déposant les Nations de leur souveraineté, est le préalable de toute réorientation du marché européen. Il s'accompagne de la renégociation de traités commerciaux dont certaines dispositions nuisent à la sécurité sanitaire,

sociale, financière des citoyens des Nations européennes (exemple, le CETA).

Chacun observe que le décloisonnement souhaité des marchés intérieurs, s'il avait pour but davantage d'efficacité, a produit plus d'instabilité ; chacun constate surtout que ce décloisonnement est un échec, qu'il s'agisse des marchés de capitaux, du crédit ou de l'assurance.

L'Union Européenne, même à l'intérieur de la zone euro, n'a pas réussi à créer le marché européen annoncé, d'abord parce qu'elle n'a pas su lui fixer les frontières qui le protégeaient de la globalisation.

La prise en compte des impératifs éthiques, sanitaires environnementaux, et sociaux

Nous travaillerons à restaurer le marché européen dans son exigence, ses limites et protections vitales en autorisant les Nations à susciter les dispositions protectrices de leurs priorités.

Nous exigerons que les tarifs douaniers et autorisations d'importation soient plus étroitement subordonnés aux conditions environnementales, sociales, sanitaires des pays d'origine des produits et services vendus en Europe.



Définir les frontières du marché européen, les protéger pour assurer la prospérité et la sécurité

Comment accepter que le recours massif au travail gratuit, voire au travail forcé, en Asie ou en Afrique, enrichisse une poignée de dirigeants et d'actionnaires, en important la pauvreté, le chômage de masse et le sous-développement en Europe ?

Les accords de libre-échange, les traités commerciaux, ne peuvent utiliser l'objectif d'un abaissement des tarifs douaniers pour justifier le contournement des normes sanitaires, environnementales, sociales en vigueur en Europe. Trop de facilités ont été données, dans la plus grande opacité, à des entreprises se comportant sur le marché européen comme des renards libres dans le poulailler ouvert ! L'emploi, le déficit commercial, le pouvoir d'achat, et ce bien commun essentiel qu'est la sécurité des Européens, paient le prix de cet abandon.

La coopération fiscale et sociale entre Nations européennes doit exclure les pratiques agressives qui sapent la qualité sociale, environnementale et sanitaire de l'Europe.

Comment imaginer que la monnaie unique et la discipline budgétaire qui l'accompagne, soient durables quand certains pays imposent les bénéfices des sociétés à plus de 30 %, quand d'autres les imposent à 5 %, voire pas du tout ? Le détournement des ressources fiscales des voisins n'est pas une politique durable.

Le « serpent fiscal » pour réguler les déséquilibres fiscaux

L'*Alliance Européenne des Nations* proposera des bonnes pratiques et marges de liberté en matière fiscale et sociale.

Nous proposerons qu'elle définisse un couloir de référence en matière fiscale, un « serpent fiscal », fixant des limites à la concurrence fiscale entre Etats membres, pour établir les conditions d'une saine et juste concurrence sur le marché européen.

C'est une autre façon de respecter la souveraineté des Etats que d'en préciser les condi-

tions pérennes dans le cadre partagé de l'Europe et au bénéfice de tous.

Ce mode de règlement des déséquilibres fiscaux entre alliés participe du « Juste échange » appelé à remplacer le libre-échange sans règles ni éthique. C'est la condition de la confiance et donc de la pérennité des échanges ; c'est la condition de l'amélioration du pouvoir d'achat des Européens et du maintien de l'exceptionnelle qualité sociale européenne.

E - La coopération prend en compte les données culturelles et nationales

Le rayonnement extérieur de l'Europe dépend de coopérations entre Etats, entreprises, régions, sociétés civiles, coopérations fondées sur l'histoire, sur les proximités géographiques, religieuses ou culturelles autant que sur les intérêts partagés.

L'action extérieure de l'*Alliance Européenne des Nations* sera mise au service de la politique extérieure de chacune des Nations, toutes distinctes par leur voisinage stratégique, par leurs liens historiques, par la profondeur de leurs relations extérieures.

L'*Alliance* devra contribuer à favoriser les liens des Nations européennes avec des pays tiers.

Réaffirmer la place éminente de la France dans le rayonnement mondial de l'Europe

Trop souvent, la politique extérieure et de coopération de l'Union Européenne ignore les liens historiques, linguistiques, culturels et notamment ceux unissant la France à tant de pays africains. Comment expliquer autrement les choix aberrants donnant à des agences de développement parlant allemand, anglais, ou suédois, la responsabilité de l'aide européenne à des pays francophones unis par une relation multiséculaire à la France ?

**Substituer le « juste échange »
au « libre-échange »
c'est concilier le commerce
mondial avec les exigences
sociales, environnementale et
sanitaires**



L'Europe n'est pas le moyen de réduire à l'hexagone, une France présente sur tous les océans, une France qui est l'un des trois pays les plus riches du monde en biodiversité, trésor de demain, une France qui parle l'une des langues usitées partout dans le monde, une France qui apporte à l'Europe la dimension mondiale que des fautes passées, des impasses historiques, des faiblesses politiques et militaires, ont interdite aux autres Nations d'Europe d'acquérir ou maintenir.

L'Europe doit être consciente que la France est seule à tenir ce rôle, depuis le départ de la Grande-Bretagne, puissance mondiale s'il en est. Elle doit capitaliser sur ces relations, aider les Nations à les approfondir, et contribuer à des relations extra-européennes positives pour chaque partenaire engagé.

Refonder les politiques d'aide au développement

Les accords de coopération concernent tout aussi bien l'immigration et la réadmission de leurs citoyens d'origine par les Etats partenaires. Nous proposerons que *L'Alliance* procède à la refondation de ses politiques de coopération et d'aide au développement.

A l'inverse des stipulations du Pacte de Marrakech, signé en janvier 2019, qu'elle dénoncera dans leur ensemble, elle subordonnera cette aide à des politiques effectives de maintien des populations rurales sur leur territoire, d'autonomie alimentaire, et à la réadmission des migrants par leur pays d'origine. Elle placera sa politique de coopération sous la conditionnalité du contrôle des mouvements de populations, des engagements écologiques et sécuritaires.

F - Le « juste échange » est le fondement de la coopération.

Refusant la règle du libre-échange qui instaure le règne de la compétition, nous défendrons au sein de *L'Alliance Européenne des Nations* la promotion d'une coopération libre et loyale qui procède du « juste échange ».

Remplacer le libre-échange par « le juste échange », c'est sortir de l'épuisante course au moins-disant, dont les effets pèsent sur l'emploi, sur les salaires, sur le pouvoir d'achat et sur les territoires, c'est préserver

nos pays de pratiques de prédation, c'est concevoir un système commercial dont les finalités intègrent les exigences humaines et environnementales.

Le « juste échange » fondé sur l'éthique et la responsabilité est un élément primordial pour instaurer des échanges durables.

En finir avec la loi de la jungle

Nous proposerons que l'*Alliance* entreprenne de lutter contre le dogme d'un abaissement général des tarifs douaniers, des taxes et des normes.

Cet objectif érigé en impératif explique la complaisance accordée par les traités commerciaux de l'Union Européenne à des pays qui ne respectent pas les préférences collectives des Européens, leur imposent leurs décisions unilatérales, pillent les données et l'intelligence européennes.

Les pratiques indignes ne doivent plus constituer un avantage compétitif.



**Une économie moderne
au service de l'intérêt collectif
se doit de mettre en œuvre
la RNE, la responsabilité
nationale de l'entreprise**

Aucune ambiguïté n'est ici permise : le recours au travail gratuit n'est pas une arme concurrentielle légitime. La délocalisation de productions industrielles dans des pays n'imposant aucune norme environnementale ou sociale n'est pas une démarche compétitive légitime.

L'achat et la diffusion de produits hors contrôle vétérinaire, sanitaire ou sécuritaire, ne donnent pas un avantage de productivité légitime.

L'Europe doit protéger les entreprises européennes contre les tentations du moins-disant, à court terme rentables, à long terme un piège par la fausse compétitivité et fausse performance qu'elles permettent.

Encourager les pratiques vertueuses

Les pays d'Europe seront encouragés à favoriser le juste commerce notamment dans la mise en œuvre des conditions des appels d'offres publics. Le moins-disant environnemental, fiscal et social n'assurera pas aux entreprises européennes leur place dans la future économie, économie territoriale, économie du mieux-disant national, social et environnemental.

Chacun conçoit que ce n'est pas le moins-disant qui rendra aux territoires leur qualité, fondée sur l'exigence écologique, sociale et culturelle !

Reconnaître la responsabilité nationale de l'entreprise (RNE)

Comme il existe une RSE, une « responsabilité sociale de l'entreprise » qui oblige les entreprises à intégrer dans leur fonctionnement et leur stratégie de développement un comportement éthique en matière sociale et environnementale, il n'est pas illégitime de les sensibiliser à d'autres comportements vertueux.

Est-il normal qu'une entreprise qui pratique la délocalisation à outrance et donc fait payer son avantage tarifaire par du chômage

supporté par la collectivité se retrouve avantagée dans les marchés publics ? Il y a là non seulement une injustice manifeste, mais une falsification des coûts réels.

L'argent public ne doit-il pas servir aussi à encourager les entreprises qui prennent en compte le développement des économies locales, les nécessités collectives et l'intérêt national.

L'Alliance Européenne des Nations laissera la possibilité aux Etats de reconnaître la RNE, la Responsabilité Nationale de l'Entreprise qui permettra d'encourager les entreprises à des comportements vertueux : refus des délocalisations, embauche d'une main-d'œuvre nationale, incitation à recourir à des fournisseurs ou des produits locaux...

La RNE sera intégrée dans les critères de sélections des appels d'offres et de l'attribution dans les marchés publics.

Redéfinir la notion de « marché pertinent »

Nous proposerons que l'Alliance affirme les conditions de la concurrence libre, mais dans des espaces rendus cohérents par des règles et par des pratiques partagées. Cela passera par une redéfinition de la notion de marché pertinent, ce marché où la concurrence peut s'exercer dans des conditions réellement égales pour tous.

Faire de la préférence communautaire un principe de coopération

Définir une politique industrielle, des stratégies industrielles n'est pas un gros mot. Définir une politique du pouvoir d'achat, des salaires et de l'emploi, ne constitue pas une entrave à la concurrence.

Travailler à réunir les acteurs concernés autour d'un plan de développement économique, environnemental et social, n'est pas une insulte au « grand marché européen ».

La coopération en Europe ne sera fructueuse pour tous les Etats que si elle est fondée sur la préférence communautaire.



Organiser la mobilisation de tous les moyens et services nationaux pour les priorités stratégiques communes n'est pas contraire à l'économie de marché.

Voilà qui rendra la politique extérieure des Nations européennes crédible, durable, fiable.

Voilà qui établira des liens solides, sur la base d'intérêts partagés et de la reconnaissance mutuelle de stratégies au service de ces intérêts.

Et voilà qui permettra aux entreprises, aux investisseurs, aux créateurs européens, de se projeter dans le monde avec confiance et assurance et de coopérer avec clarté.

Dans cette démarche, la première étape consiste à rendre sens et valeur au beau mot de « préférence communautaire », à l'appliquer comme principe concret de coopération.

La préférence communautaire doit sortir des greniers où la conversion forcée au libre-échange l'a reléguée.

La règle de la coopération et de la réciprocité doit l'emporter sur un libre-échange à sens unique, aveugle aux réalités nationales, culturelles, historiques, destructeur d'une réelle et efficace concurrence à armes égales.

Nous proposerons que l'*Alliance Européenne des Nations* défende l'exercice des priorités nationales dans le domaine commercial, dans ceux de la propriété intellectuelle et du commerce des données.

L'Union Européenne s'est voulue le bon élève de la globalisation, jusqu'à imposer à ses membres des règles qu'elle est seule à inventer et vouloir appliquer, devenant la zone du monde la plus ouverte à tous les échanges.

Le monde en a fini avec l'utopie planétaire qui devait établir la démocratie universelle et dissoudre les Nations dans le marché mondial. C'était l'utopie des années 1990. Il



L'objectif de la coopération européenne doit être de nouer des liens solides, loyaux et durables entre les partenaires européens sur la base d'intérêts partagés.

est grave que tant de dirigeants européens conduisent l'Europe à contresens de l'histoire et qu'ils plaquent sur le monde de 2020 les idées faciles d'il y a trente ans.

L'*Alliance* suivra la politique de l'intérêt des peuples européens, en toutes circonstances, partout et toujours. L'intérêt des Nations européennes, celui des Européens, celui des conditions de vie, de la sécurité et de la puissance de l'Europe seront ses seuls guides. Le réalisme sera sa seule doctrine commerciale, industrielle, monétaire, fiscale.



PROTECTION

3 UNE EUROPE QUI DÉFEND, QUI PROTÈGE, QUI PRÉFÈRE LES EUROPÉENS

A - Rétablir l'autorité des Etats

Malgré la tentation qui est souvent la sienne, l'Union Européenne n'est pas un Etat. Il n'y a pas et il n'y aura pas de souveraineté européenne parce que la souveraineté appartient au peuple, et qu'il n'y a pas un peuple européen.

Cette souveraineté s'exerce exclusivement dans le cadre des Nations qui structurent leur organisation autour d'Etats nationaux qui sont indispensables à la paix publique des différents pays d'Europe comme dans la vie quotidienne de leurs citoyens.

Ce principe de base exclut que l'Union Européenne puisse légitimement prétendre à devenir un Etat se substituant aux Etats nationaux.

En toute logique, l'*Alliance Européenne des Nations* n'entendra pas être ou fonctionner comme une entité étatique, mais strictement comme une structure de coopération interétatique.

L'Etat garant de la sécurité et de la vie de la Nation

Rétablir l'autorité des Etats sera une priorité pour l'Alliance.

Face au trafic d'êtres humains qui détermine ici ou là le sentiment d'une submersion et fait de chacun un étranger sur son propre sol, face à l'insécurité qui monte, face à la destruction de la nature qui menace la vie

humaine, l'Etat et l'unité nationale ne sont pas le problème, ils sont LA solution.

En jouant les régions contre les Nations, en tournant les Etats contre les peuples, l'Union Européenne détruit les conditions d'une réponse collective.

- ◆ Seuls, un Etat et une population en pleine possession de leur territoire peuvent assurer la survie des écosystèmes, préserver la bienveillance de la nature et la générosité des services gratuits que la nature prodigue en Europe.
- ◆ Seuls, un Etat en bon ordre et des services de sécurité intérieure efficaces peuvent assurer la défense du bien commun, des espaces publics libres d'accès et de bonne qualité, une société apaisée et confiante. Seuls, ils peuvent repousser les fondamentalismes hors des frontières et lutter contre les réseaux criminels et bandes organisées, venus du monde entier, et jusque de Colombie ou de Mongolie, inondant l'Europe de cocaïne et ravageant des villes et régions jusqu'alors paisibles et sûres !

Par tradition accueillante aux migrants, la Suède affronte une criminalité qui suscite même l'alerte de l'OMS ! L'Europe ne peut rester ce ventre mou de la sécurité des personnes et des biens.

L'Union Européenne doit rendre aux Etats la pleine responsabilité de leur politique pénale, sécuritaire et pénitentiaire.

L'Etat garant des droits des citoyens

- ◆ Seul, un Etat qui assume sa mission d'unité sociale interne peut définir une politique des revenus, des protections sociales, de la solidarité nationale, et la faire partager à tous comme le moyen de rénover la citoyenneté.
- ◆ Seul, un Etat qui assure sa mission d'éducation citoyenne peut faire de la langue, de l'identité, de la culture partagée, la base de l'unité collective et des solidarités vécues.

En clair, seul, un Etat assurant le continuum Défense, sécurité intérieure et Justice, peut offrir aux citoyens cette condition première de la légitimité de toute forme politique, la sécurité globale et donc la liberté.

Rendre aux Etats leurs moyens régaliens

En des temps de tarifs douaniers élevés et d'économies administrées, l'Europe était faite pour ouvrir, exposer, décloisonner, la mission de protéger étant laissée aux Etats. Ce partage n'est plus tenable. Face à des menaces qui s'alourdissent sur tous les fronts, financiers comme migratoires, terroristes comme criminels, l'Europe doit fournir aux Etats tous les moyens, dont ils restent



Chaque Etat doit garder le contrôle de sa propre protection

seuls juges, pour protéger leur population, leurs marchés, leurs frontières.

Il faut en finir avec des insupportables complaisances qui permettent aux réseaux de trafics d'êtres humains à travers la Méditerranée d'engranger un chiffre d'affaires de plusieurs milliards d'euros par an ; ces tolérances d'un autre âge aboutissent à ce que l'esclavage domestique soit de retour en Europe !

L'Alliance devra faire de l'Europe le soutien efficace des politiques que les Nations jugeront nécessaires.

Ne pas laisser le droit européen devenir une arme contre les Etats

Nous proposerons que l'Alliance réforme les procédures, compétences et hiérarchies en matière de normes, de traités et de droit. L'objectif est de concourir à ce que le juge, le droit et la loi servent le citoyen, l'Etat et la Nation, notamment en assurant la primauté de la sécurité collective et des urgences nationales dans les décisions des Cours européennes.

Le premier objet de la Cour de Justice européenne est la sécurité globale des citoyens des Nations européennes. L'état de droit n'est pas la destruction de l'Etat. Les Droits de l'Homme ne peuvent assurer la supériorité de l'individu hors sol sur le citoyen dans sa Nation sans menacer la cohésion nationale et la liberté politique. La République en serait la première victime, et avec elle, la démocratie.

Ouvrir la possibilité de coopération renforcée en matière de sécurité

Pour les Nations qui le souhaitent, l'Alliance engagera résolument la coordination européenne des politiques de sécurité intérieure des Etats membres. Toute la coordination, rien de plus que la coordination.

Chaque Nation, quand les circonstances l'exigeront et à sa demande expresse, devra compter sur la solidarité effective des ins-

titutions, capacités et moyens européens, comme Frontex, s'il s'agit d'une menace aux frontières extérieures.

Cette solidarité pourra par exemple s'exercer en cas de danger terroriste, de catastrophe naturelle, ou d'un de ces nouveaux modes d'agression que sont l'envoi en masse de migrants sur les côtes européennes, l'implantation de réseaux criminels ou l'action d'ONG fragilisant les gouvernements légitimes (SOS Méditerranée pour les migrants, la Fondation Gates pour l'école, Open Society pour la police et la justice).

B – Les Nations européennes définiront la frontière extérieure de l'Europe

L'Union Européenne qui œuvre à détruire les Nations qui la composent sans définir sa frontière extérieure fait peser sur l'Europe, sur la sécurité des Européens, sur leurs libertés une terrible menace.

L'Union Européenne a exigé la suppression des frontières intérieures en promettant la protection des frontières extérieures. La promesse n'a pas été tenue. Elle n'a pas su ou pas voulu le faire.

Frontières : la règle du « et et »

Dans le cadre de l'*Alliance Européenne des Nations*, chaque État retrouvera, en droit et en pratique, la maîtrise de ses frontières nationales. Pour autant, conformément au principe de souveraineté, chacun d'entre eux conservera la liberté de conclure des accords bilatéraux de libre-circulation avec les pays qu'il souhaite. Même en ce cas, l'état gardera, en cas de nécessité et a fortiori de force majeure, le droit de rétablir des contrôles à ses frontières qu'il juge nécessaire.

L'Europe ne sera pas sans se donner une frontière extérieure, et sans la tenir.

En matière de frontières intérieures et extérieures, la règle qui doit s'appliquer ce n'est



Les frontières nationales, comme les frontières extérieures de l'Europe, doivent être protégées

pas le « ni ni », mais le « et et », ET frontières nationales, ET frontières européennes.

- un contrôle possible aux frontières nationales, selon la situation sécuritaire du moment,
- un contrôle effectif aux frontières extérieures de l'Europe.

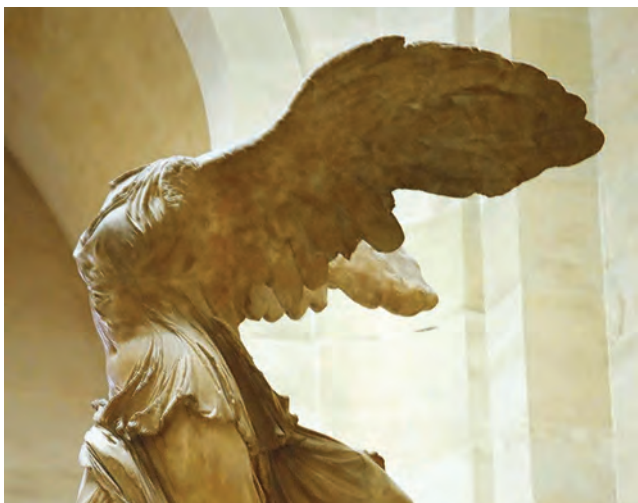
Qui défendra les Européens si ce n'est pas l'Europe ?

Le renoncement de l'Union Européenne à protéger partout et toujours les Européens, son renoncement à préférer partout et toujours les Européens, est la première et éclatante marque du vide politique et stratégique qui la caractérise.

L'Europe trouvera sa forme politique quand elle reconnaîtra que son premier devoir et la condition de sa pérennité sont dans la protection qu'elle garantit aux Européens, à eux d'abord.

Si elle ne le fait pas, qui croit vraiment que la Chine, la Russie ou les Etats-Unis s'en chargeront à sa place ?

Pour cela, elle doit se définir c'est-à-dire déjà se délimiter.



Paul Valéry appelle Europe «toute terre qui a été successivement romanisée, christianisée et soumise, quant à l'esprit, à la discipline des Grecs».

Définir clairement ce qu'est l'Europe

Définir la frontière extérieure de l'Europe est la condition de relations apaisées avec ses voisins stratégiques, de coopérations, d'ententes, voire d'alliances établies sur ce constat simple : ils ne sont pas Européens !

Les négociations relatives à l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne illustrent cette confusion dommageable. En l'absence de clairvoyance politique, pourtant largement partagée par les citoyens, et faute du courage nécessaire pour affirmer son identité de civilisation, l'Union Européenne ne sut pas dire à la Turquie qu'elle n'était pas européenne, mais que sur toute autre base, la coopération était possible.

Le même contre-exemple est aujourd'hui vérifié avec certains des pays de l'Est. Beaucoup éprouvent à l'égard de l'Union Européenne ce qu'ils éprouvèrent jadis envers l'Union soviétique : « vous n'achèterez pas notre identité chrétienne, notre unité nationale et notre volonté de demeurer qui nous sommes, au prix d'un endettement à bas prix, de fonds structurels en abondance et de promesses idéologiques ! »

L'universalisme est devenu l'un des pires dangers qui guettent une Union Européenne en apesanteur ; il est ressenti comme une menace, voire une agression, par des peuples qui ont toutes les raisons historiques, culturelles, sociales, de ne pas y sacrifier leurs traditions, leur foi, ou leur identité.

L'Europe doit clairement définir qui elle est. Toutes les occasions d'affirmer l'origine commune de notre civilisation et de rendre aux Européens la fierté de leur histoire multi-séculaire doivent ainsi être saisies, d'autres devront être créées.

L'*Alliance* arrêtera ses frontières extérieures aux limites de l'Europe. Elle mettra fin aux accords de Schengen au bénéfice d'accords entre Etats.

L'Europe ne peut pas aller contre l'identité des peuples qui la composent

Le respect de chaque identité nationale, fondé sur la réciprocité, assurant la sécurité morale et sociale des peuples, dictera la conduite de l'*Alliance* dans les relations de l'Europe avec les autres continents.

Pour l'*Alliance Européenne des Nations*, la sécurité globale des Européens est le premier pilier de la légitimité de la coopération européenne. Cette sécurité est physique et sociale, elle est financière, elle est aussi morale, politique, identitaire et tout autant écologique et sanitaire.

L'actualité tragique des attentats terroristes, des ravages de réseaux criminels, des trafics d'êtres humains, ne doit pas occulter une réalité plus fondamentale. Une part sans cesse croissante des peuples européens se rebelle contre l'insécurité de civilisation, de mœurs et d'identité qu'attise la globalisation et qu'entretient l'Union Européenne.

L'*Alliance* soutiendra les Nations dans leur combat pour la sécurité globale des Européens, dans leurs frontières, sur leurs territoires, dans leur unité nationale, leur langue et leur culture.

C - L'Alliance travaillera à son bon voisinage stratégique avec les puissances voisines

La géographie du continent eurasiatique donne à l'Europe ses climats, ses reliefs et ses voisins.

L'histoire exprime la permanence d'un voisinage stratégique par les communautés orthodoxes, le retour des « Routes de la Soie », comme de l'Islam en Europe.

Provoqué par le vide politique des instances de l'Union Européenne face à la dissolution de l'empire soviétique, le gâchis des relations de l'Europe avec la Russie ne doit pas se reproduire.

Le monde n'est pas plat ; nous sommes prisonniers de la géographie.

Relations avec nos voisins : s'émanciper des influences extérieures

Nous proposerons que l'*Alliance Européenne des Nations* engage une remise à niveau des relations avec les voisins stratégiques de l'Europe, sur la base des intérêts mutuels, de la souveraineté reconnue et de la réciprocité.

Les relations de l'Union Européenne avec ses voisins stratégiques ont été et sont parfois encore dictées par des intérêts étrangers à ceux de l'Europe, par des enjeux qui ne sont pas ceux de l'Europe, au service de stratégies sur lesquelles l'Europe n'est pas consultée, et où les intérêts des Nations européennes ne sont pas pris en compte.

Cette dépendance et parfois cet entraînement stratégique affaiblissent constamment l'Europe dans le monde. Plus grave, ils provoquent un mauvais voisinage stratégique avec des puissances voisines, Russie ou Turquie.

Nous proposerons que l'*Alliance* défende une vision globale des relations internationales fondée sur les principes de non-ingé-

rence, de respect de la souveraineté, d'égalité en droit des Nations ; destinée à remplir le vide stratégique de l'Union Européenne, elle assurera le respect de la diversité des sociétés humaines et défendra les intérêts des Nations européennes.

Rester maîtres de nos relations extérieures

Dans le cadre de l'*Alliance*, l'autonomie stratégique des Nations européennes sur le continent européen sera réaffirmée.

L'Europe devrait être seule juge des sanctions qu'elle applique à l'égard de tel ou tel pays, ou de telle ou telle entreprise, selon des choix, alliances et intérêts qui lui sont propres.

Personne ne doit décider pour nous des relations que les sociétés européennes ont à nouer avec les entreprises de pays tiers.

Les Etats-membres pourront instruire dans le cadre de l'*Alliance*, les conditions de leur participation aux projets transcontinentaux de gazoducs ou de pipe-line, au projet continental des « Routes de la Soie » et aux autres projets d'intégration eurasiatique.



Les toits de Shanghai illustrent la puissance retrouvée de l'Empire du Milieu. Les pays européens doivent relever le défi.

Oser aborder les relations transatlantiques

Toujours esquissé, jamais abordé, le débat des relations transatlantiques avec les Etats-Unis devra s'ouvrir au Conseil européen, dans l'idée d'une alliance entre égaux, souverains sur leurs territoires et aptes à assurer leur Défense de façon autonome, également soucieux d'un équilibre mondial assurant la paix dans le respect de la diversité des peuples et de l'indépendance des Nations. L'*Alliance* travaillera à fournir aux Etats membres les instruments assurant l'indépendance de leurs choix politiques et des sociétés européennes, concourant ainsi à les protéger de l'extraterritorialité de puissances qui voudraient la contraindre de l'extérieur.

L'*Alliance* protégera notamment les entreprises de l'extraterritorialité du droit américain qui est une arme pour affaiblir les concurrents des sociétés américaines dans la compétition mondiale.

Une première étape consistera à appliquer une stricte réciprocité dans les poursuites extraterritoriales, notamment à l'encontre de sociétés pratiquant une agressivité fiscale notoire, qui font commerce des données pri-

vées des Européens ou du patrimoine culturel européen en dépit des lois et des traités. Il conviendra ainsi que la Commission de la Concurrence contre les monopoles ou les ententes des prestataires de réseau précise la Directive sur la protection des données et la complète par des plates-formes nationales de contrôle indépendantes des fournisseurs d'accès américains ou chinois.

D - Les Nations, piliers pour contrôler les mouvements de population

Les Nations redeviendront responsables de leurs frontières. Elles gèreront les conditions d'entrée et de sortie de leur territoire. Elles décideront des conditions de résidence, d'accès au marché du travail, aux prestations des systèmes sociaux nationaux, à la citoyenneté.

Les hommes ne sont pas une marchandise.

Tout l'humanisme européen s'élève et s'indigne de ces déclarations, désormais banales, rendant le commerce des hommes à travers les frontières équivalant au commerce des



Penser l'Europe c'est aussi s'interroger sur les relations transatlantiques

biens, des services et des capitaux, le tout au nom de la liberté de mouvement ! Où sont l'exigence de dignité et le respect de la personne humaine que l'Europe prétend porter si haut ?

Immigration : le déni de démocratie

Le dogme de la liberté de mouvement des hommes est imposé aux peuples européens sans qu'à aucun moment ils ne soient informés, consultés, et écoutés. A la faveur d'opérations d'émotion publique pilotées de l'extérieur, à la faveur aussi d'un déni général d'informations et d'expression qui interdit de demander « qui, combien, et d'où », les politiques publiques concernant l'immigration sont l'effet du plus formidable déni de démocratie qu'ait connu l'Europe en un demi-siècle.

C'est un simple décret, signé de manière quasi clandestine en 1976, qui a décidé des règles du regroupement familial, règles qui ont transformé l'immigration de travail en une immigration de peuplement avec les conséquences que l'on sait.

Plus récemment, la Commission a proposé de baisser le budget de la prochaine PAC (Politique agricole commune) pour augmenter celui consacré à l'installation des migrants dans les zones rurales (ce qui aura aussi pour effet d'accélérer l'industrialisation des activités agricoles).

A aucun moment, depuis l'ouverture du droit au regroupement familial dans les années 1970, les Européens n'ont été consultés, n'ont pu débattre, nommer et compter, faire valoir leurs arguments et énoncer leurs choix sur un sujet au cœur des plus grands changements subis depuis cinquante ans, sujet qui peut signifier la fin de l'Europe que nous connaissons et que nous aimons. Jusqu'où la complaisance de ses dirigeants à l'égard de l'islamisme conquérant peut-il entraîner une Grande-Bretagne qui accepte l'application de la Charia sur son territoire ?



Les Français comme tous les peuples du monde sont légitimement attachés à leur culture et à leur mode de vie

L'idéologie du nomadisme : une arme contre l'Europe

L'ouverture forcée des frontières européennes insulte la démocratie, promet l'Europe au naufrage démographique, écologique et culturel. Elle nourrit une criminalité qui s'enrichit du trafic des êtres humains, elle sert d'arme de destruction massive aux ennemis de l'Europe.

L'idéologie de la mobilité et du nomadisme contredit l'attachement des Européens, dans chaque Nation, à leur terre, à leur région, à leurs singularités collectives. Elle oublie le temps long qui seul a permis, après quelles difficultés, l'assimilation des populations dans des Nations qui unissent.

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 a fait l'objet d'une interprétation singulière, qui contredit la liberté des peuples de définir les conditions d'accès à leur territoire et à la citoyenneté. Cette interprétation fallacieuse a donné lieu, le 10 décembre 2018, à la signature du Pacte de Marrakech, pacte à valeur de traité, préten-

dument « non contraignant», mais qui permettra à des magistrats de se saisir de ses déclarations et les rendre opposables à des dispositions de protection des frontières nationales. Ajoutons que ce texte tend à imposer de manière explicite une forme de censure à l'encontre de tout débat sur l'immigration, censure qui n'a pas sa place sur la terre qui a vu naître la liberté de la presse.

Nous proposerons que l'*Alliance Européenne des Nations* aide les Etats à gérer les mouvements de population non choisis et encourage les Etats qui le souhaitent à mettre en place des politiques natalistes.

Rétablir la liberté des Nations de définir leurs règles d'accueil

La pleine et entière liberté de choix démocratiques des Nations à ce sujet, des choix exprimant la volonté de la majorité des citoyens, sera rétablie dans le cadre de l'*Alliance*.

Le droit souverain de chaque Nation à décider des conditions d'accès et de résidence sur son territoire, d'accès aux mutualités nationales et au marché du travail, sera réaffirmé.

L'automaticité du regroupement familial sera supprimée, chaque Nation étant juge de sa politique à cet égard, comme à celui de l'accueil et du statut de réfugié.



La coopération en matière militaire doit s'envisager dans le cadre d'une défense nationale pour chacun des pays européens

E - Le secteur de la Défense pourra être un pilier des coopérations entre Nations

Nous proposerons que l'*Alliance Européenne des Nations* incite chaque Etat à renforcer de façon coordonnée les moyens de sa défense nationale, pour faire de l'Europe un allié recherché, un partenaire de Défense respecté, une puissance militaire et sécuritaire qui compte. C'est le prix à payer pour reprendre place dans l'histoire.

Organiser les coopérations pour la sécurité militaire du continent européen

Les Européens doivent prendre acte de la volonté américaine de faire payer les Européens de l'OTAN sans rien partager des décisions stratégiques prises unilatéralement selon les intérêts propres des USA et sans tenir compte du danger que représente aujourd'hui pour l'Europe l'islamisme.

Tout autant, les Européens doivent tirer les conséquences du retrait américain du Traité des Forces Nucléaires Intermédiaires (FNI), de la constitution d'une défense anti-missiles sous clés américaines (C2 à Ramstein, bases en Pologne et en Roumanie d'intercepteurs SM-3) et du réarmement russe qui s'ensuit.

L'Europe doit réagir pour défendre son propre sol et ses propres intérêts de sécurité.

Les Nations qui le souhaitent, dans le cadre de l'*Alliance*, définiront une stratégie de défense conforme aux intérêts communs des peuples européens.

Nous proposerons que l'*Alliance* incite les Etats européens à renouer avec une diplomatie de défense active, réaliste et ambitieuse : renégociation d'un pacte de sécurité avec les Etats-Unis, l'actuel étant trop déséquilibré, obsolète et unilatéral ; discussions avec la Russie sur le niveau et le stationnement des armements en Europe et sur l'an-

ti-terrorisme ; élaboration d'une politique dynamique face aux enjeux en Méditerranée et aux rives du Maghreb, notamment avec l'Italie sur le chaos libyen et la situation précaire du Maghreb dans son ensemble.

Le Royaume-Uni que le Brexit n'exclut nullement de la communauté des nations européennes sera associé, s'il le souhaite, à cette coopération entre nations européennes, volontaires politiquement et capables militairement.

Organiser les coopérations industrielles militaires

Au sein de l'Alliance, les Etats seront invités à mettre en œuvre une coopération dans les systèmes d'armes majeurs « disruptifs ». L'objectif est de donner à l'Europe des capacités indépendantes de défense des intérêts diplomatiques, technologiques et commerciaux qui lui sont propres ; ces coopérations industrielles se feront sur la base d'une harmonisation des doctrines d'emploi et des spécifications techniques.

Elles porteront notamment sur les domaines clés de la guerre future (cyber-espace, espace, projection de forces et de puissance dans les airs, sur mer et au sol, frappes dans la profondeur, protection de théâtre), avec un souci permanent des développements civils et des innovations qui s'y jouent, dans le strict respect de la souveraineté des Etats pour leur usage, leur modernisation et leur exportation. Comment oublier que la domination américaine d'Internet et des réseaux est l'effet direct de dépenses colossales dans l'industrie de défense ?

Réarmer psychologiquement et techniquement les pays européens

L'Alliance établira un bilan de la participation des Etats-membres à l'OTAN, notamment sur le sujet des dépendances industrielles et opérationnelles consenties au nom de l'interopérabilité des systèmes et des forces. Rien dans les actions internationales aux-



Les nations européennes doivent prendre conscience de l'impérieuse nécessité d'assurer elles-mêmes leur défense.

quelles l'Union Européenne a contribué n'a mérité le respect, ni en Serbie, ni en Irak, ni en Afrique, même si les actions ponctuelles de telle puissance, notamment la France, ont prouvé le maintien de forces en pleine capacité opérationnelle.

Parce qu'ils ne veulent plus de la guerre, parce que les Etats-Unis ont généreusement assuré leur défense contre la guerre venue de l'extérieur, les Européens ont massivement renoncé à la faire, à s'y préparer, à la gagner, comme l'Union Européenne a renoncé à se fixer des objectifs stratégiques face aux autres continents et à défendre les intérêts de l'Europe.

Ce renoncement vaut sortie de l'histoire, il explique certains retards économiques de l'Europe, il signifie surtout que toute logique de bloc est en fait dépendance. Il signifie surtout que rien ni personne n'assurera la sécurité d'une Europe en fait incapable de se défendre elle-même aujourd'hui. Le premier objectif est qu'à l'issue de la législature, soit dans cinq ans, l'Europe puisse faire face elle-même, avec ses propres forces et sur la base de choix stratégiques clairs, à tout conflit qui s'ouvrirait à l'intérieur de ses frontières.

F - L'émergence d'une civilisation écologique en Europe

L'Europe est belle de paysages façonnés par la nature et le travail de l'homme. L'Europe est riche de vie, d'une diversité animale et végétale propice à nourrir les hommes, d'une abondance de biens communs fournis à profusion par la nature.

Notre patrimoine naturel est source de vie

Notre projet est de préserver ce patrimoine, de le vouer à assurer une vie meilleure aux citoyens des Nations européennes. Ce patrimoine qu'ils doivent aux générations antérieures qui ont défendu ces terres, qui les ont travaillées, enrichies doit être transmis plus riche, plus beau et plus vivant à leurs enfants.

La liberté européenne est le produit de cette exceptionnelle richesse des systèmes vivants et de la nature des régions d'Europe. La sécurité des Européens tient aussi des traditions gastronomiques, de modes de vie hérités de siècles de civilisation, comme de normes sanitaires qui épargnent au plus grand

nombre l'obésité et autres maladies de civilisation. Ils nous assurent des espérances de vie parmi les plus longues qui soient au monde. Ils évitent à la plupart une dégradation de la santé humaine (obésité, stérilité, cancers, maladies dégénératives) frappant durement les pays soumis à une nourriture industrielle.

Mettre en œuvre « le localisme »

La richesse de la nature en Europe a permis à la civilisation européenne de s'épanouir et de prendre son essor. Elle est aujourd'hui menacée à la fois par l'hyperconcentration industrielle et agroalimentaire qui détruit les services gratuits de la nature, par la globalisation qui ruine les liens territoriaux et repose sur la fiction de transports gratuits. Elle est menacée par l'idéologie du nomadisme dont l'immigration de masse en est une manifestation, idéologie qui impose un modèle déraciné d'exploitation des territoires sans transmission et sans responsabilité.

La surconsommation érigée en système épuise la planète et endette les Etats et les ménages.

Culture et nature sont liées. Elles font partie d'un héritage qu'il nous faut préserver pour le transmettre après l'avoir enrichi



Les citoyens des Nations d'Europe méritent d'être sauvés d'une globalisation qui signifie d'abord pillage de tout ce qui peut l'être, liquidation de tout ce qui peut se monétariser, et fuite vers d'autres terres à détruire et d'autres actifs à liquider.

La révolution de la proximité

Nous proposerons que l'*Alliance Européenne des Nations* promeuve le localisme, une économie de proximité, dans les financements, la production, le respect des préférences locales et la diversité des modes d'organisation et de production. Elle considère la sécurité environnementale comme part essentielle de la sécurité globale des Européens, et fera reconnaître un droit à la sécurité sanitaire et écologique qui prime les traités commerciaux et l'ouverture des marchés. A cet effet, l'*Alliance* défendra un modèle d'attachement des populations à leur territoire, modèle qui appelle la séparation de l'Europe et des Européens de ce qui n'est pas elle, de ce qui n'est pas eux et elle développera les moyens d'une traçabilité complète dans les domaines alimentaires et sanitaires.



Nous proposerons que l'*Alliance* encourage la transmission familiale des droits de propriété du sol et des ressources comme voie royale de la société écologique ; les meilleurs gardiens de la nature sont ceux qui ont reçu leur territoire des générations avant eux, et qui veulent les transmettre aux générations après eux, après les avoir enrichis.

G - Les Nations trouveront dans l'Alliance une aide dans le contrôle des financements extérieurs

Le retour de la vie politique européenne à la démocratie impose que soit mis fin à la corruption des opinions, des institutions et des Etats par l'argent étranger.

Le réarmement de l'Europe commence par la lutte contre la corruption, donc par reconnaître ce principe : le suffrage universel faisant de chaque citoyen l'égal de tout autre, exclut que la fortune privée, de par la propriété des media, le financement d'ONG ou de Fondations, permette à quelques privilégiés de la fortune d'exercer un pouvoir et une influence sur la conduite de l'Etat et la marche de la Nation.

Redonner à la puissance publique la volonté et les moyens d'agir

Cette corruption multiforme sert des intérêts divers et parfois contraires, prenant une extension imprévue à mesure que l'action publique, l'unité nationale et le principe de citoyenneté battaient en recul.

De telles «privatisations» sont, en effet, le fruit de l'appauvrissement des Etats et d'une interprétation partielle et partielle des Déclarations des Droits de l'Homme

De l'école aux lieux de culte, des équipes de sport aux commerces, des abattoirs « halal » aux fonds de solidarité locale, l'implantation islamique est un exemple, mais non le seul, de l'aveuglement européen.

Une coopération contre les opérations de déstabilisation extérieure

Un renfort européen aux Etats européens pourra être sollicité par un Etat en cas de menace sur sa souveraineté nationale.

La direction engagée avec la « Directive sur la protection des données privées des Européens » sera suivie.

Les Etats trouveront dans l'*Alliance* un partenaire engagé et mobilisé pour la défense de leur souveraineté numérique. Une agence spécialisée contribuera à donner aux Etats tous moyens de lutter contre les ingérences extérieures, de faire échec aux tentatives de déstabilisation d'organismes publics ou privés (ainsi, ces prétendues autorités européennes indépendantes recopiant les documents internes de Monsanto pour justifier l'emploi du glyphosate !).

La lutte engagée par certains gouvernements contre la mainmise de groupes d'influence étrangers sur leur opinion publique par la corruption -notoire dans le cas de financements islamiques-, pourra faire l'objet de coopérations dans le cadre de l'*Alliance*.

Les Nations dans le cadre de l'*Alliance*, pourront s'attacher à développer des pratiques sécuritaires et judiciaires adaptées à la réalité des menaces nouvelles qui pèsent sur la sécurité globale des Européens. La manipulation des informations, des connaissances et désirs par les réseaux numériques, déjà grâce à l'intelligence artificielle, peut devenir la première menace pour la liberté politique des Nations. Au moment où certaines institutions internationales entendent formater la sensibilité des électeurs, comme les entreprises conditionnent les consommateurs à leurs produits, c'est là un enjeu de liberté.

Ce combat est une autre face de la libération de l'Europe de l'oligarchie mondiale qui en fait une prison pour les peuples et confisque la démocratie par achat des idées, d'opinions et de votes.



Nous proposerons que l'*Alliance Européenne des Nations* aide les Etats à soustraire la vie publique aux influences extérieures des pays défendant l'Islam radical, à réaffirmer les racines chrétiennes de l'Europe. L'Europe entend rester une zone du patrimoine commun des Nations européennes, zone, à défendre, à conforter, à affirmer.

Nous proposerons que l'*Alliance* organise la surveillance des financements extérieurs suspects des ONG, des fondations, associations et de leurs opérations à l'intérieur de l'Europe. Bien évidemment, l'*Alliance* ne pourra contester à chaque Etat membre le pouvoir



La protection des nations et des citoyens doit être une des priorités de la coopération européenne

d'interdire l'accès de son territoire à toute organisation étrangère menaçant l'unité nationale ou l'ordre public et lui apportera l'aide nécessaire pour rendre l'interdiction effective.

Les Nations qui le souhaitent pourront mettre en place au sein de l'*Alliance* les outils pour contrôler des mouvements de capitaux et de la montée au capital de sociétés européennes d'actionnaires étrangers.

Garantir le pluralisme démocratique

Le pluralisme dans les media doit refléter la diversité des opinions, des partis, et nourrir

des débats dont l'intensité est la condition même de la vie publique et des choix démocratiques. La liberté d'expression n'est pas la liberté donnée à quelques investisseurs d'acquiescer le contrôle de l'information, la crédibilité de la presse en étant la première victime.

Le financement des partis doit assurer le pluralisme de la vie publique, et l'expression de toutes les composantes de l'opinion, de toutes les sensibilités et de tous les citoyens.

L'*Alliance* soutiendra toute initiative pour la défense du pluralisme médiatique et politique.

H - L'Alliance assurera la sécurité culturelle des Européens

La civilisation européenne est fondée sur la séparation des domaines public et privé, sur la laïcité, et sur le droit de chacun à l'intimité.

Garantir la sécurité numérique de chacun

Nous proposerons que l'*Alliance européenne des Nations* affirme le principe du contrôle par les intéressés de leurs données privées, un principe qui s'appliquera à tout prestataire actif en Europe. Ainsi, elle s'emploiera à interdire le trafic des données privées des Européens pour rétablir les conditions d'une saine et ouverte concurrence. Toutes les données des Européens doivent être traitées sur des serveurs sis en Europe et gérées par des sociétés établies en Europe et y payant des impôts.

Défendre le patrimoine matériel et immatériel de l'Europe

La qualité de vie des Européens dépend d'infrastructures matérielles et virtuelles, morales et spirituelles, unissant nature et culture et valant bien plus que les patri-

moines financiers ou les actifs accumulés : sites naturels exceptionnels, villes d'histoire, lieu symbolique, patrimoine architectural.... Elles font l'exception européenne, une qualité sociale et territoriale, une capacité à se projeter dans le monde, qui sont le meilleur de l'Europe.

Nous proposerons que l'*Alliance* contribue à aider les Etats et les régions à réguler le tourisme de masse quand il équivaut au pillage des territoires, de leur vie, de leurs structures, de leur singularité. Venise, Dubrovnik, Carcassonne, Barcelone, Lindau, ont été des fleurons de la civilisation européenne. Ils sont exploités jusqu'à l'expulsion de leurs habitants et la destruction de la vie locale par des entreprises et réseaux ne contribuant nullement au financement de leurs infrastructures et à la défense des patrimoines.

Nous proposerons que l'*Alliance* défende ces infrastructures sociales, culturelles et territoriales, en assure la promotion, et fasse payer ceux qui les utilisent et qui en font commerce, souvent sans y contribuer.

Dans le cadre de l'*Alliance*, les Nations pourront mettre en place des réformes de la fiscalité européenne et de la taxation des prestations de service à distance pour que ceux qui font commerce des joyaux de l'Europe les respectent, financent le renouvellement des infrastructures collectives, et contribuent à leur amélioration.

Refuser l'atomisation culturelle des Nations d'Europe

L'*Alliance* aidera les Nations à refuser un multiculturalisme d'importation, dogme imposé à des peuples européens n'ayant pas le droit de défendre leurs mœurs, leurs traditions et leurs lois ! Partout dans le monde, le multiculturalisme est un échec. Partout dans le monde, il génère les sociétés les plus violentes, les plus criminelles, les plus divisées contre elles-mêmes. Le multiculturalisme détruit la diversité culturelle, qui n'existe



**La sécurité numérique :
un des grands enjeux
du XXI^{ème} siècle**



Défendre le patrimoine immatériel et la singularité de chaque nation en délaissant le modèle destructeur de la société multiculturelle.

que si elle est collective. Il produit l'individu hors sol, sans attaches et sans liens, réduit au nomadisme que lui impose le marché.

Ce n'est pas notre choix pour l'Europe, et nous proposerons que l'*Alliance Européenne des Nations* appuie toutes démarches culturelles, sociales, environnementales, par lesquelles les Nations affirmeront leur singularité culturelle, résisteront à l'emprise globaliste, et serviront cette diversité des sociétés humaines sans laquelle la survie de l'humanité sera vite en jeu.

Nous proposerons que l'*Alliance* fasse de l'exception culturelle un principe général applicable aux domaines les plus variés, chaque fois que l'exception culturelle et civilisationnelle de l'Europe est en jeu. Elle

travaillera alors à notamment étendre le principe de l'exception culturelle à tous les services numériques pour assurer la singularité des Nations, la liberté des opinions et la vie de la civilisation européenne, qui n'est rien sans recherche de la vérité contre tous les conformismes.

Préserver l'école des entreprises idéologiques

L'école doit redevenir un sanctuaire de la citoyenneté, de la langue nationale, de l'histoire nationale et de la géographie des territoires, des pays et des Nations. Le formatage des esprits par des entreprises privées ou des entreprises idéologiques (type SOS Méditerranée) n'a pas sa place dans les écoles européennes.



AMBITION

4 UNE AMBITION POUR TOUS LES EUROPÉENS

A - Notre ambition est de donner à l'Europe sa forme politique

Réaliser l'alliance des Nations libres d'Europe est un projet politique.

L'*Alliance Européenne des Nations* est le nom de la forme politique de l'Europe que nous voulons. L'Union Européenne est l'état transitoire d'un lien entre Nations européennes qui n'a pas trouvé sa forme politique. Pire, l'Union Européenne s'emploie à détruire la forme nationale, sans rien mettre à la place, d'où son affaiblissement stratégique partout constaté.

UE : l'économie a remplacé le politique

Le vide politique de l'Union Européenne met l'Europe en suspension. Il l'éloigne de la vie des citoyens des Nations européennes ; il lui fait sacrifier chaque jour davantage la réalité du monde et la vérité des faits au discours sur ce qu'ils devraient être : l'idéologie de l'UE est mercantile et mondialiste ; la réalité est nationale, elle est territoriale, elle est ancrée dans l'histoire longue, et elle est locale.

L'écart entre les deux grandit chaque jour. Il devient intenable. Faute d'une forme politique définie et valide, même les réalisations économiques de l'Union Européenne, à commencer par la monnaie unique, mais aussi le marché européen, ne sont vraisemblablement pas viables en l'état.

La méthode qui a consisté pendant tant d'années à forcer la décision politique par des avancées économiques ne fonctionne plus. Elle est devenue contre-productive ; la contrainte économique et financière utilisée comme négation de la liberté politique des Nations européennes est le premier risque d'éclatement de l'Europe.

Ce vide politique n'est pas le fait du hasard. C'est une méthode, un procédé et un choix, celui de lier les peuples et de contourner la démocratie.

Tour à tour, selon une méthode éprouvée de contournement de la démocratie, les règles budgétaires nécessaires à la monnaie unique, les traités de libre-échange, l'indépendance de la Banque centrale, ont confié à l'économie la fonction de remplacer le politique. Le résultat est là ; la Banque Centrale Européenne est la seule institution européenne reconnue dans le monde. L'Union Européenne a fait de l'Europe un grand marché ouvert, le plus ouvert qui soit aux biens, aux services, aux capitaux comme aux hommes, en supprimant les frontières, en vidant de son sens le projet de marché européen, et en se privant de toute capacité d'action extérieure. Est-ce cela, le projet politique européen ?

Ce vide politique est désormais intenable parce qu'il est vide stratégique, impuissance opérationnelle, infirmité de la décision.

Redonner à l'Europe une forme politique

Avec l'*Alliance*, nous proposons de donner à l'Europe sa forme politique, celle des Etats-Nations associés, alliés, conscients de leur destin commun et de ce qu'ils se doivent les uns aux autres.

Cette forme est plus exigeante sans doute que la Fédération, plus nouvelle que l'Empire. C'est pourtant la seule qui permette à l'Europe de poursuivre l'exceptionnel destin d'une civilisation qui tire de la diversité de ses membres sa dynamique, sa force et son attrait.

L'alliance des partis nationaux européens entend mener à bien cette mission et donner sa forme politique à l'Europe des Nations. Elle établira les règles et les modalités de fonctionnement d'une alliance d'Etats-Nations souverains, égaux en droit, choisissant de mettre en commun des moyens pour des objectifs définis et de partager librement leur souveraineté dans des domaines précis, au service de leurs intérêts communs.

Si elle échoue, nous en sommes persuadés, c'est l'idée européenne qui échouera et l'Union Européenne n'aura été qu'une étape vers la soumission et la dissolution des Nations qui la composent.

Donner sa forme politique à l'Europe répond à la volonté des Nations de survivre comme telles, de continuer l'Europe dans ses frontières, dans sa civilisation et dans sa singularité, et à travers elle, de faire grandir la France.

B - Notre ambition est de mettre l'Europe à l'avant-garde

Le véritable patrimoine et source féconde de l'activité, de la dynamique, de la qualité de vie des Européens, résident dans les infrastructures culturelles, sociales aussi bien que matérielles, pour lesquelles les Nations

ont combattu, investi, se sont engagées. Les Nations résultent d'une extraordinaire créativité européenne, elles expliquent que l'Europe ait été pendant trois siècles le premier acteur de l'histoire mondiale.

Nous proposerons que l'*Alliance Européenne des Nations* facilite, stimule et assiste les Nations européennes dans la renaissance de l'action collective pour le progrès.

Faire de l'Europe la première civilisation écologique du monde

Les sciences de la vie sont celles de la survie de l'humanité, et la science des systèmes vivants complexes, l'écologie, jouera un rôle tout particulier dans la politique et la géopolitique mondiales.

Nous proposerons que l'*Alliance* aide par tous les moyens les Nations à faire de l'Europe la première civilisation écologique au monde, et donner au progrès son authentique sens : une vie meilleure pour tous.

Nous proposerons que, pour les Etats qui le souhaitent, elle les aide à augmenter les moyens de la recherche et qu'elle les incite à subordonner leurs relations commerciales et leurs accords de libre-échange au mieux-disant environnemental ; elle encouragera à substituer aux indicateurs économiques ceux qui prennent en compte les systèmes naturels ; elle désignera les Etats voyous qui délaissent la lutte contre le changement climatique, contre la perte de biodiversité. Ils doivent être tenus à l'écart des accords commerciaux, voire des échanges internationaux.

Pour une politique du vivant

La propriété du vivant et l'exploitation du vivant (brevets sur le vivant, thérapie génique, amélioration des espèces, etc.) promettent de devenir l'une des premières sources de richesse mondiale. Une France qui détient le premier domaine maritime au monde, une Allemagne forte de quelques-uns des géants de l'industrie du vivant, détiennent



Les progrès techniques appellent à se prémunir contre les dérives d'appropriation et de manipulation du vivant par des firmes privées

un potentiel inestimable, assis notamment sur la biodiversité européenne. Ces ressources constituent un atout commun des Européens, elles doivent assurer l'avenir des Européens.

Nous proposerons dans le cadre de l'*Alliance*, la création d'une Agence européenne de la Mer, sur le modèle de l'Agence spatiale européenne, qui travaillera à anticiper et valoriser toutes les ressources de la vie marine.

Il conviendra de consulter nos territoires qui ne bénéficient pas du statut de « région ultra-périphérique » pour savoir s'ils décident de rester des entités tierces.

Si des Etats le souhaitent, l'*Alliance* pourra encourager des fonds souverains, fondés sur la propriété collective des caractères génétiques des espèces endémiques, végétales et animales, terrestres et aquatiques, pour réserver les produits de leur exploitation aux générations à venir.

Nous proposerons que l'*Alliance*, du fait de

l'héritage civilisationnel de l'Europe, s'engage avec force dans la lutte contre la marchandisation du vivant, celle du corps humain et lutte contre toute appropriation par des firmes commerciales de caractères génétiques humains (une firme commerciale a, par le passé, acquis la totalité des caractères génétiques des Islandais).

Retrouver la puissance technologique

La qualité de vie des Européens provient pour une large part d'un exceptionnel niveau d'infrastructures. Distribution d'eau, réseaux électriques, routes et autoroutes, voies ferrées, ports structurent la vie collective. Ces infrastructures doivent être renouvelées, recomposées, parfois réinventées. Un effort d'investissement considérable devra réparer des décennies de sous-investissements consécutives à leurs privatisations.

Mais aujourd'hui la notion d'infrastructures s'est fortement élargie. Réseaux numériques, localisation des serveurs et maîtrise

des algorithmes, propriété des données et conditions de leur commerce, pilotage et contrôle des objets connectés et intelligents, dispositifs de surveillance, d'intelligence et d'obéissance, autant de nouvelles infrastructures tout aussi déterminantes que les autres pour notre qualité de vie, plus déterminantes pour nos libertés.

Le lamentable échec du traité de Lisbonne à prétendument « faire de l'Europe la société de la connaissance » ne doit pas se reproduire.

Les leçons des puissances qui ont su échapper à l'emprise des géants américains pour se doter de leur propre industrie des réseaux et de la donnée doivent être retenues. Il n'est pas admissible que l'Europe n'ait devant elle, dans ce domaine comme dans d'autres, que le choix de qui l'espionne, la contrôle et la domine.

Garantir aux Européens l'exploitation de leurs données numériques

Les Nations européennes disposent à cet égard d'une arme méconnue ; ensemble, elles représentent encore l'essentiel du savoir disponible, de la mémoire mondiale et des sources de l'histoire universelle.

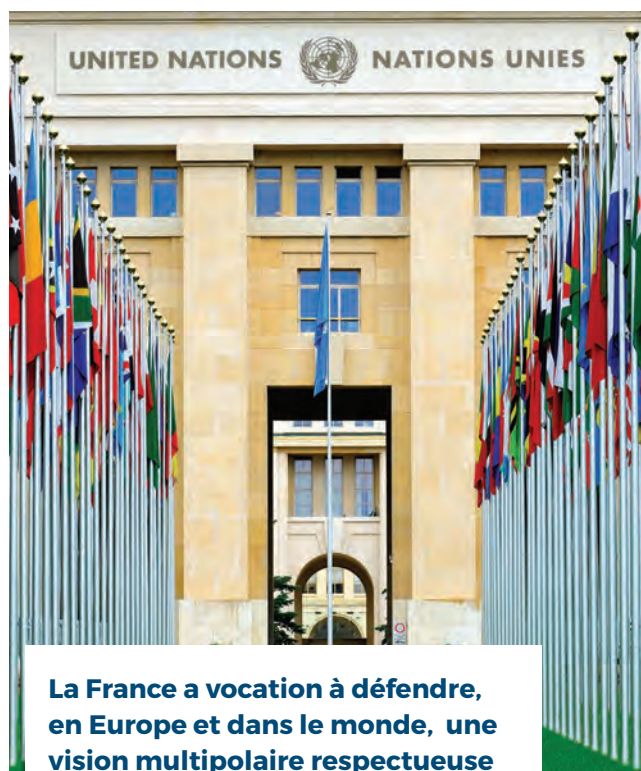
Bien au-delà du devoir de mémoire et la patrimonialisation du passé, les Nations européennes doivent revendiquer leur propriété culturelle, lutter contre les appropriations, les usages et les détournements, et définir un nouveau droit de la propriété culturelle, artistique et intellectuelle pour lutter contre le pillage des savoirs, des représentations et des créations européennes.

Nous proposerons que l'Alliance mette en œuvre les moyens économiques, techniques et juridiques du contrôle national des données mises sur les réseaux Internet et de leurs algorithmes de traitement.

Toutes les administrations et les collectivités territoriales doivent utiliser des moteurs de recherche européens. C'est une condition de la liberté d'expression ; il n'appartient pas à des réseaux privés de décider de censurer l'expression des opinions et du débat démocratique. Et c'est une condition de la souveraineté et des libertés numériques ; il n'appartient pas à des entreprises privées de s'immiscer dans la vie publique et dans la décision collective, pas plus qu'il ne leur revient d'exercer une censure privée sur les opinions, les messages et les discours.

Citoyens, entreprises et Etats, doivent être protégés de la captation de leurs données





La France a vocation à défendre, en Europe et dans le monde, une vision multipolaire respectueuse de la diversité et de la souveraineté des peuples

C - La France, renforcée par l'Alliance Européenne des Nations, doit redevenir une puissance d'équilibre mondial

Par une puissance recouvrée, articulée sur l'indépendance nucléaire de la France et sur la place de la France au Conseil de Sécurité de l'ONU, redéfinie au sein de l'OTAN et de futures alliances continentales, l'Europe peut retrouver la place qui fut sienne pendant si longtemps, celle du premier agent de la paix dans le monde.

Ce projet est le seul qui apportera la paix et la liberté des Nations dans un monde réellement multipolaire. C'est le seul projet qui mettra l'Europe à l'abri des Empires nouveaux que dessine déjà le partage du monde entre deux pôles.

Renforcer le rôle particulier de la France dans le monde

Soutenue par l'Alliance Européenne des Nations, la France pourra renforcer sa place singulière dans le concert des nations et continuer de défendre un nouvel équilibre des forces dans le monde, garant de la paix et de la diversité, trésor de la souveraineté des peuples sur leur territoire.

Ce projet organise un système de paix durable, projet respectant la diversité des peuples comme principe de survie collective en leur rendant la pleine maîtrise de leurs relations.

Ce projet est fondé sur une évaluation réaliste des risques de guerre sur et autour du continent européen. Il intègre, en vertu de l'équilibre et de l'indépendance, la rupture déterminée avec la logique qui a reporté le souci de la guerre sur l'allié américain.

D - Notre volonté est de remettre les peuples au cœur de choix politiques des Nations européennes

La présente crise européenne et nationale renvoie à la délibération des citoyens, à leur représentation politique, et à la participation du plus grand nombre au débat et à la décision publique. L'Union Européenne ne repose plus que sur l'adhésion des étudiants d'Erasmus, une classe mondialisée considérant Davos comme sa nouvelle patrie, et cette part des classes moyennes-supérieures espérant profiter de leur enrichissement.

L'UE n'est pas un Etat et fait sans le peuple, sans les citoyens.

L'Europe ne sera pas sans les peuples

L'Europe sera moins encore si elle méprise, contourne ou fragilise ces intermédiaires obligés de son action politique, ces centres

de décisions que sont les Nations, seules détentrices de la souveraineté et de la légitimité démocratiques. C'est une illusion vaine de vouloir les ignorer au profit du songe fédéraliste ou les affaiblir par un jeu trouble avec les séparatismes régionaux.

L'Europe ne sera pas sans les citoyens

Le système européen comme nombre de démocraties en Europe sont devenus exclusifs ; tous reposent sur l'exclusion du débat et de la participation de ces citoyens qui restent attachés à un territoire, à une langue, à leur patrie, et qui ne veulent pas se dissoudre dans le grand tout mondialisé dont l'Union Européenne est l'instrument.

Le système est d'autant plus intenable que les réseaux sociaux créent, illusion ou réalité, une forme d'expression directe et libre dans laquelle certains voient une démocratie directe renouvelée ; sur les réseaux, rien ne vient limiter la taille de l'agora.

L'Europe ne sera pas si un nombre sans cesse croissant de ses habitants ne se sent pas associé, considéré, et partie prenante dans la vie européenne. Elle ne sera rien si elle n'en finit pas avec des pratiques visant à tenir les citoyens et leurs représentants dans l'ignorance des négociations des traités commerciaux, dans l'incertitude sur les projets européens en cours, voire à les abreuver de fausses nouvelles, d'évaluations tronquées et de statistiques fabriquées selon les objectifs de l'administration européenne.

Derrière les décisions apparemment techniques se joue la vie des gens.

- ◆ La question des retraites n'est pas une question de stabilité monétaire, c'est une question d'emplois, notamment des jeunes, et de démographie. Quel que soit le système de financement des retraites, les actifs paient pour les retraités, soit par leurs cotisations (système par répartition), soit en rachetant leurs actifs (système de capitalisation).

- ◆ La question de la valeur des patrimoines n'est pas question de marchés financiers, mais question d'emplois, de pouvoir d'achat et de valorisation du travail.
- ◆ La question de la démocratie n'est pas uniquement une question de procédures et de droit, mais de représentation effective des souhaits, préoccupations, voire des colères des Européens.

Construire des démocraties associant le plus grand nombre au débat, à la décision et à l'action politiques, suppose de rendre au beau mot de « citoyen » toute sa valeur et son sens. Le citoyen est beaucoup plus et beaucoup mieux que l'individu. Il n'est pas seul. Il n'est pas hors sol. Il n'est pas une fiction juridique.

Nous proposerons que l'*Alliance* étudie les moyens de renforcer l'inclusion des citoyens dans la vie de leur Nation et de susciter leur mobilisation pour œuvrer, si leur pays le souhaite, à des projets communs européens.

Nous proposerons que l'*Alliance* se fixe comme objectif de faire en sorte que chaque citoyen d'une Nation européenne constate que l'Europe le choisit, que l'Europe le préfère, que l'Europe est faite pour lui.



**Europe démocratique :
donner tout son sens
à la qualité de « citoyen »**



La coopération européenne ne doit pas porter atteinte à la prodigieuse diversité européenne

E - Nous voulons promouvoir la richesse de la diversité européenne

L'activité, l'inventivité, la créativité de l'Europe proviennent de la diversité des peuples qui la composent, de leurs affrontements comme de leurs alliances, de leurs échanges comme de leurs confrontations. Sa première richesse et sa dynamique passée sont faites de la diversité des peuples, des régions, des terroirs qui la composent. Elle est plus riche encore de la diversité que des traditions, des langues, des cultures, des modes d'être, ont élaborée à partir d'éléments communs.

La diversité des peuples : vitale richesse de l'humanité

Cette diversité des usages de la terre, des ressources et de la nature, cette diversité des modes de vie et des organisations sociales, est la meilleure et même la seule garantie de la survie de l'humanité. L'uniformisation des modes de vie et des modèles sociaux la condamne. Nous survivrons parce que tous les hommes ne désirent pas les mêmes

choses, parce que tous les hommes ne sont pas les mêmes. Le conformisme est le pire ennemi de l'Europe. L'uniformisation est la plus grave des menaces auxquelles les Nations sont confrontées.

L'Alliance Européenne des Nations sera une alliance de la diversité des Nations, une Alliance au service de la vie.

Toute tentative d'union allant contre cette diversité et tout essai d'uniformisation décrété d'en haut à l'encontre des Nations d'Europe, menaceraient cette dynamique, et aboutiraient à une perte irréversible de la substance même de l'Europe – la composition d'une unité à partir d'éléments antagonistes ou différents.

L'Union Européenne a trop souvent cédé à la tentation de standardiser, de mettre en conformité, d'uniformiser, au risque de faire perdre à l'Europe ce trésor qu'est sa diversité interne, produit des histoires et des identités nationales, des cultures territoriales, des traditions locales. Le traité d'Aix-la Chapelle qui confond coopération et intégration c'est-à-dire uniformisation en est l'illustration.

Le respect de l'autonomie juridique des Nations, le respect de leurs langues et de leurs cultures sera pour l'*Alliance* un principe européen majeur. De ce fait, elle s'attachera à assurer les droits à la sécurité collective, culturelle, environnementale et sociale de chaque peuple européen et elle encouragera chaque peuple européen à affirmer sa singularité à la promouvoir et à l'approfondir, comme part vitale de la dynamique continentale et de la vraie richesse européenne.

F - Nous travaillerons à rapprocher l'entreprise des territoires

Nous proposerons que l'*Alliance Européenne des Nations* défende le principe de relocalisation des activités victimes de la mondialisation.

Utiliser les progrès techniques pour relocaliser les activités

Dans le cadre de l'*Alliance*, les Nations pourront anticiper la révolution des modes de production promise par les techniques numériques, l'intelligence artificielle, les biotechnologies et les techniques de production à la demande : grâce aux imprimantes,

par exemple 3 D, il est possible de produire à la demande localement en optimisant le coût et l'impact des transports et des stocks.

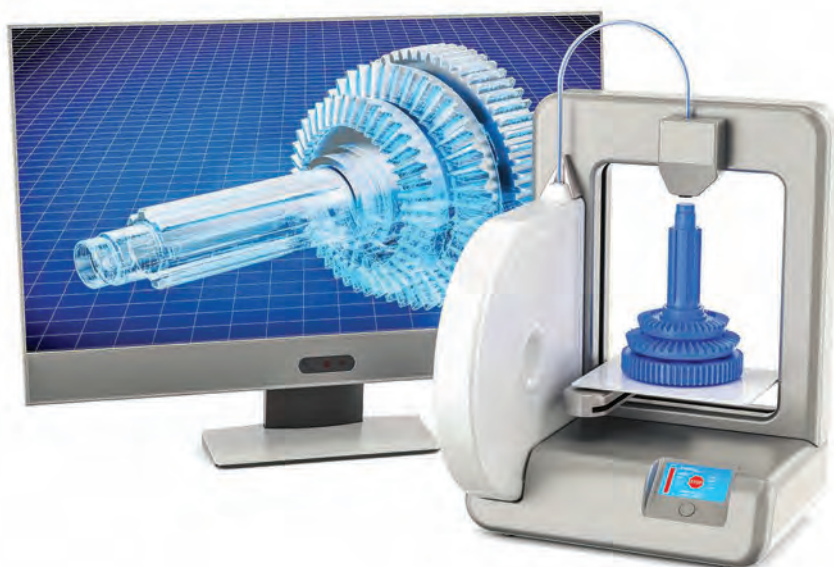
Nous proposerons que l'*Alliance* aide les Nations à s'y préparer et à jouer de tous les atouts que leurs singularités leur confèrent.

La relocalisation de productions industrielles et de fournitures de services au plus près de leurs marchés traduit une exigence croissante de proximité. Elle donne le signe d'une politique globale d'aménagement territorial en Europe. Que l'Europe ne répète pas les erreurs systémiques consistant à attendre de promesses économiques jamais tenues qu'elles remplissent le vide politique, stratégique et démocratique européen !

Faire émerger des économies territorialisées

Nous proposerons que l'*Alliance* fasse émerger en Europe des économies territorialisées, porteuses des singularités locales ou régionales, des entreprises à responsabilité nationale exigeante, choisies par leurs clients, leurs financeurs et collaborateurs, pour la manière dont elles satisfont à cette exigence. Alors, elle contribuera à plus d'autonomie industrielle, agroalimentaire, énergétique et

Révolution de la proximité : une grande politique d'aménagement et de réindustrialisation de nos territoires (ici imprimante 3D permettant la production localisée à la demande)



financière des Nations européennes, notamment en faisant payer leur vrai prix au carbone et aux transports à longue distance.

Les Nations qui le souhaitent pourront dans le cadre de l'*Alliance* préparer la nouvelle économie, en rupture avec la finance hors-sol et l'individualisme absolu, en rupture surtout avec les modèles des années 1990, entreprise sans usines, entreprise sans frontières et start-up à la finance reine.

Tournant le dos au modèle de firmes multinationales, nous proposerons que l'*Alliance* défende un modèle entrepreneurial dans lequel l'entreprise est territoriale, proche, et prendra ses responsabilités nationales et sociales pour concourir à l'indépendance, à l'autonomie, à la puissance européenne. L'épargnant et l'investisseur voudront savoir où va leur argent, dans quels projets ils s'investissent, et en quoi ces projets auront des effets sociaux, environnementaux, sécuritaires, bénéfiques aussi bien qu'en rendement financier. Le temps du triple dividende, financier, social, territorial, est devant nous !

Nous proposerons que l'*Alliance* devienne un appui pour soutenir les acteurs à réussir une révolution économique qui est d'abord politique et qui est déjà là. Préparer cette révolution pour donner à l'Europe une avance dans la vraie nouvelle économie signifie investir dans le progrès territorial, promouvoir les circuits courts et les services de proximité, préserver la biodiversité et l'accès de tous les citoyens aux ressources naturelles, aux semences et aux espèces endémiques présentes sur leur territoire.

Nous proposerons que l'*Alliance* incite à ce que les règles de financement et d'accès aux marchés publics soient plus favorables aux entreprises localisées, et que les appellations territoriales bénéficient d'une protection efficace contre les marques commerciales délocalisées. Cela pourra se traduire par le fait qu'une part des contrats publics soit réservée aux PME locales ou régionales.



**Favoriser la création
d'entreprise de l'économie
réelle, à taille humaine,
enracinée dans les territoires**

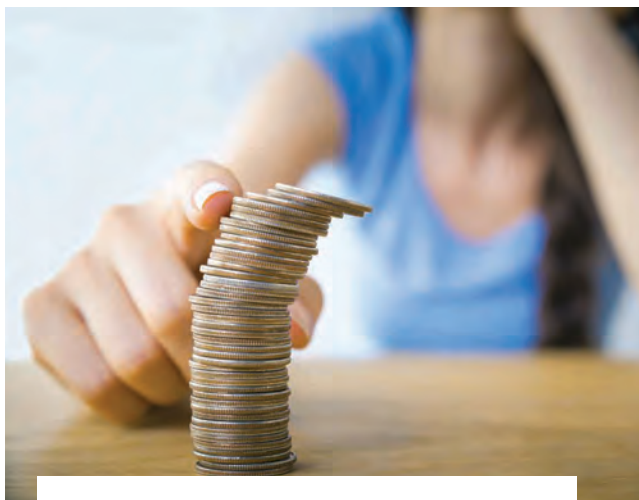
G - Il est urgent d'assurer l'indépendance financière de l'Europe

L'illusion d'un marché mondial, qui n'existe que pour ceux qui en font l'instrument de leurs intérêts, place l'Europe sous dépendance.

Les deux tiers du capital des plus grandes sociétés européennes sont détenus par des investisseurs non-résidents, d'abord des fonds d'investissement. Des Etats européens consacrent des efforts et des talents si utiles ailleurs à vendre aux investisseurs étrangers les titres de leur dette, sans jamais considérer la dépendance qu'ils alimentent eux-mêmes !

Remettre l'épargne au service de l'économie locale et des territoires

Les Etats qui le souhaitent pourront se servir de l'*Alliance*, pour renouer le lien qui a été défait entre l'entreprise et les territoires d'une part, et les épargnants et investisseurs actifs sur ces territoires d'autre part.



Les déséquilibres graves nés de l'adoption d'une monnaie unique nous imposent aujourd'hui de revoir la gouvernance de la Banque Centrale Européenne

L'épargne est là (de 8000 à 10 000 milliards d'euros d'épargne privée en Europe !) ; les plates-formes sont là, les compétences financières aussi.

L'épargne européenne est-elle incapable de financer les entreprises, les projets, les innovations européennes ?

C'est une autre libération que doit faire advenir une finance européenne mobilisant l'argent des Européens pour les entreprises et les projets européens, une finance pleinement responsable de ses impacts sociétaux et nationaux, au service d'entreprises qui respectent, qui informent et qui rémunèrent leurs actionnaires, véritables associés de leur projet.

Nous proposerons que l'Alliance favorise le renouveau de banques régionales de proximité, notamment sur base mutualiste et aide au développement de toutes les formes de financement de proximité par plates-formes dédiées. Ainsi, elle pourra proposer qu'une part des capitaux collectés dans une région, notamment par les réseaux bancaires, soit obligatoirement affectée à des

projets réalisés dans la région et elle pourra aider les Nations qui le souhaitent à développer, au niveau pertinent, l'accès à des financements collaboratifs pour tout projet à impact écologique assuré, notamment dans les domaines de l'énergie, de la biodiversité, des productions locales, de l'accès libre aux semences et aux variétés endémiques.

H - L'euro doit être mis au service des économies nationales

Objectivement la promesse de prospérité qui avait accompagné la création de l'euro n'a pas été tenue. La zone euro pâtit des déséquilibres structurels des différentes économies d'Europe. Selon le Centre de Politique Européenne, think-tank allemand dans la tradition de l'école de Fribourg d'inspiration libérale, la France et l'Italie sont les pays qui ont le plus pâti de l'adoption de l'euro. Chaque Français aurait perdu 56.000 euros sur la période 1999-2017. Et les grands gagnants seraient l'Allemagne et les Pays-Bas. Indiscutablement, notre pays ne parvient pas à surmonter son chômage de masse, la croissance est à la peine et les déficits abyssaux.

Pour autant, les Français ont montré qu'ils restent attachés à la monnaie unique. Ces difficultés macro-économiques qui ont un impact direct sur la vie des citoyens n'en sont pas pour autant des sujets tabous. Les handicaps liés à l'uniformisation monétaire en Europe doivent en tout état de cause être surmontés. Aucun Etat ne peut laisser impunément une difficulté de cet ordre et de cette ampleur sans réponse politique ou technique.

A défaut d'existence d'une monnaie nationale, le levier de régulation immédiat réside dans la gouvernance monétaire ce qui pose concrètement la question de l'indépendance de la BCE. C'est ce levier prioritaire sur lequel nous devons agir sans plus tarder.

Réorienter les priorités de la BCE vers la croissance et l'emploi

Les Européens constatent que l'indépendance de la Banque centrale européenne n'est assortie d'aucun objectif d'intérêt général autre que la stabilité de la monnaie et la lutte contre l'inflation. L'Union Européenne a renoncé à exprimer dans sa politique monétaire des objectifs de croissance, d'emplois, d'équilibre commercial, qui figurent dans la mission des banques centrales de pays tels la Chine, la Grande-Bretagne, les États-Unis ou le Japon. Elle est à peu près seule dans ce cas, comme si la monnaie européenne n'avait d'autre mission que d'imposer le Deutschemark à toute l'Europe.

Ce renoncement est regrettable. Il n'est pas durable. L'Allemagne accumule près de 1000 milliards d'euros d'excédents commerciaux, tandis que l'Espagne et l'Italie cumulent

respectivement 300 et 400 milliards d'euros de déficits. Qui croit sérieusement que ces dettes seront payées, que ces excédents seront financés ? La divergence des économies européennes appelle d'urgence une réforme de la gouvernance de la BCE et sur la monnaie unique. Il y va de l'intérêt de la majorité des Français et des Européens.

Cette question de la gouvernance monétaire n'est pas seulement technique. Elle impacte la vie quotidienne de millions de Français et d'Européens. Les retraites seront mieux garanties par le plein emploi que par la stabilité monétaire. La valeur des patrimoines sera mieux protégée par l'innovation et l'autonomie européenne que par la stabilité des prix. La paix et la sécurité des Européens seront mieux protégées par la tenue des frontières que par le prix élevé de la monnaie européenne. Le nombre de jeunes sans-em-



La monnaie doit être mise au service de la croissance et l'emploi.



**La gouvernance
a un impact direct
sur la vie des citoyens
et leur pouvoir d'achat**

ploi, la montée de la pauvreté et l'aggravation des dettes le démontrent : l'intégrisme monétaire trahit l'Europe, et met en péril l'unité européenne elle-même

Le réalisme monétaire et financier est à l'ordre du jour de l'Europe, avant qu'une interdépendance consentie, voire sollicitée, ne l'expose sans protections à de futures crises bancaires ou financières internationales.

On ne peut que regretter à quel point l'euro contribue à la divergence des économies européennes, permanente depuis vingt ans, à l'aggravation tant des déficits commerciaux ici que des excédents ailleurs, au point de mettre en danger l'existence même d'une coopération européenne. Elle ne peut manquer de souligner le caractère fictif des uns comme des autres : dettes qui ne seront jamais payées ; excédents qui ne

seront jamais perçus ; taux d'intérêt qui ne reflètent plus le prix du risque ni les incertitudes de l'avenir ; bulles d'actifs aussi, voire plus importantes que la bulle des dettes publiques et privées.

Revenir sur l'indépendance de la BCE

Nous proposerons que l'*Alliance* promeuve une évolution de la gouvernance monétaire européenne, de manière à ce que le privilège exorbitant de la BCE fasse l'objet d'échanges et de concertation avec le Conseil des chefs d'Etat et le Parlement, en fonction des objectifs de progrès de l'Europe.

L'*Alliance* travaillera ainsi à renforcer le rang de monnaie de réserve et de règlements internationaux de l'euro, notamment en incitant les entreprises européennes à utiliser l'euro pour le règlement de toutes leurs transactions avec des pays tiers.

Ne pas sacrifier nos intérêts à des logiques extérieures

Elle proposera par conséquent les réformes réglementaires et le développement des systèmes de nature à assurer l'indépendance des opérations financières, des transactions bancaires, du crédit et de la gestion, à l'égard des autres systèmes bancaires et financiers. Tirer les leçons de la crise de 2007-2008 c'est constater que l'interdépendance est le moyen, pour des systèmes défaillants, de faire payer à d'autres leurs propres turpitudes.

En matière bancaire et financière aussi, l'autonomie est la condition de la sécurité.

En matière financière et bancaire comme partout ailleurs, l'urgence est de rendre aux choix collectifs des peuples européens la primauté sur l'économie.

L'urgence est de rendre à l'Europe le moteur qui a fait d'elle ce qu'elle est : la liberté de peuples souverains, libérés de tous les dogmes et de toutes les vérités venues d'ailleurs !

Servir l'intérêt collectif de l'Europe et les intérêts spécifiques des Nations

L'*Alliance* placera les projets territoriaux au cœur de son ambition. C'est pourquoi l'autonomie territoriale devrait être au cœur de sa vision économique et politique.

La mise en place de l'*Alliance* entrainera un changement dans le logiciel de la décision européenne. Les Nations européennes doivent pouvoir poursuivre leurs propres intérêts ; leur politique ne se décide ni à l'Ouest, ni à l'Est, ni au Sud.

L'*Alliance* réarmera la politique européenne dès lors qu'il y va de l'intérêt supérieur des Nations ; l'efficacité commande de refuser de s'abandonner à une globalisation, devenue le champ de bataille de deux puissances voulant se partager le monde. La multipolarité n'est que l'autre nom de ce partage imposé. Aucun moyen n'est de trop, aucun moyen n'est interdit, qui serve l'intérêt général de l'Europe, les intérêts spécifiques des Nations européennes.

**Mettre les projets
territoriaux au cœur de
l'ambition économique**





CONCLUSION

La démocratie reconnaît le citoyen au-dessus de l'individu, parce qu'engagé dans la délibération, la décision et l'action nationales.

Définie par ses frontières dans l'espace, par son identité dans le temps, la Nation est le cadre dans lequel les citoyens se gouvernent eux-mêmes. Elle n'est rien sans la souveraineté que les citoyens exercent sur leur territoire ; elle s'évapore sans rigoureuses et délibérées conditions d'accès à la citoyenneté.

Sous les formes adaptées à l'histoire et à la culture politique de chaque Nation, le suffrage universel assurant l'expression de la majorité des citoyens doit redevenir le principe de toute légitimité et de tout pouvoir.

Plus encore, il faut faire cesser la fuite en avant qui a superposé des institutions européennes aux nationales, sans clairement établir la hiérarchie entre elles, sans attribuer franchement aux Nations la décision finale. L'opaque Traité de Maastricht symbolise cette fuite en avant, fuite en avant qui traduit simplement du fait du défaut de consentement réel des peuples, l'incapacité de l'Union Européenne à donner à l'Europe une forme politique effective.

La liberté de débattre, la primauté de la volonté collective sanctionnée par le vote, conditionnent l'adhésion aux projets collectifs et la légitimité de ceux qui les conduisent.

Rétablir la démocratie en Europe implique de nouvelles formes de délibération, de représentation, de contrôle, libérées des maints empiètements des autorités indépendantes et judiciaires, nationales et

supranationales qui ruinent l'idée même de la décision démocratique.

C'est la voie de l'histoire, et c'est la voie de la paix entre des Nations reconnaissant la singularité de chacune, respectueuses de la liberté de chacune à se définir, à assurer son unité et à faire respecter ses lois sur son territoire et par ses citoyens ; une liberté signifiant aussi qu'elles renoncent à imposer leur modèle, leurs mœurs ou leurs lois aux autres Nations.

Le réalisme commande à l'Europe d'accepter et sa singularité, et ses limites. C'est la voie de l'unité européenne, et c'est la voie du respect de cette diversité du monde que l'universalisme insulte.

L'Alliance Européenne des Nations entendra promouvoir la liberté européenne comme moyen du progrès, de la sécurité et de l'efficacité de l'action pour conquérir l'avenir.

Guidé par un réalisme politique et géopolitique et par le sens du service des citoyens et des Nations, elle devra s'attacher à nommer les menaces, à désigner l'ennemi à combattre et à vaincre et surtout, à concentrer ses compétences, ses pouvoirs et ses moyens sur le nombre défini de missions et de projets qui sont par nature européens.

L'Union Européenne a dérivé vers un éloignement croissant des territoires, des citoyens et de cette passion de la vérité qui fut le meilleur de son histoire.

Voir le monde tel qu'il est, l'Europe telle qu'elle est, non comme il est dit qu'ils devraient être, est la première condition de la libération de l'énergie des peuples européens.

